

## LES TELEGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Rouen, 2 mars, 6 h. 10 du soir.  
Affaire Janvier de la Motte. — Le réquisitoire a été lu en grande partie sur la conduite privée de M. Janvier, et entré dans de grands détails à ce sujet; il a produit une grande impression. L'avocat général a lu la pièce de la Motte, le ministre des finances a contesté la légalité.  
« Nous n'avons pas, dit-il, à nous préoccuper de cette question qui doit se débiter entre le ministre des finances et le ministre de l'intérieur; pour nous, nous tenons comme valable la pièce résumée par le ministre des finances. »  
Tous les points de l'acte d'accusation sont énergiquement maintenus par le réquisitoire.  
M. Homais, avocat de M. Janvier de la Motte, a abordé la défense. Il dit qu'il est surpris que son client ait pu être ramené prisonnier de la Suisse, alors qu'on y laisse circuler les assassins et les incendiaires de la Commune. Il regrette que l'acte d'accusation ne soit pas plus complet, et qu'il n'ait pas été donné à M. Janvier, laquelle loi n'est pas en cause.  
Le président invite l'avocat à retirer le mot scandale.  
La défense s'étend longuement sur tous les faits de l'acte d'accusation. La plaidoirie de M. Homais, fin des plaidoiries.  
Le réquisitoire du président ne commencera que lundi.

Allemagne

Berlin, 2 mars.  
Le chancelier de l'empire donne aujourd'hui un grand dîner aux ambassadeurs de France, d'Autriche, d'Angleterre et de Russie. Le personnel des ambassades est également invité, ainsi que MM. Delbrück, de Thile, d'Armin et les comtes Puckler et Perponcher.

Munich, 2 mars.

Le roi de Bavière a fait grâce à ceux des anciens prisonniers de guerre français qui sont encore détenus en vertu d'une sentence judiciaire.

Autriche

Vienne, 2 mars, soir.  
Un arrêté du ministre des cultes déclare de nulle valeur tous les actes religieux des vieux catholiques et les sacrements donnés par leurs prêtres.

Hollande

Amsterdam, 2 mars.  
Le bruit court que le comte de Chambord doit quitter Bréda pour venir ici, en passant par Utrecht. Le jour de son départ de Bréda n'est pas fixé.

Italie

Rome, 2 mars.  
Le général Sherman et le fils du président Grant sont partis pour Malte.

Le comte de la Chambre a dissout et approuvé le projet de loi concernant le doublement de supplément pour dépenses militaires.  
Chambre des députés. — M. Minghetti a présenté à la Chambre le rapport sur les mesures financières. En voici les conclusions principales :  
« La Commission accepte l'émission de 300 millions en billets à émettre dans l'espace de cinq années, sous la condition que la Chambre décide chaque année la partie à émettre; elle accepte que, pour une période de cinq années, la vente des obligations ecclésiastiques soit versée dans le Trésor; elle renvoie à une autre époque la discussion sur le service de la trésorerie; elle accepte la conversion volontaire de l'emprunt national en consolidé au taux de 5 fr. 10 c.; et pour la partie de l'emprunt qui ne serait pas échangée par les porteurs, elle accepte le contrat avec la Banque, mais modifié dans le sens que les profits et les pertes soient partagés par moitié; elle accepte le doublement du capital de la Banque sans augmentation de sa circulation; elle approuve l'augmentation de l'impôt sur le pétrole, et en partie l'impôt sur le café; elle repousse l'impôt sur les tissus comme il a été proposé; elle approuve les autres dispositions secondaires et administratives. M. Sella, ministre des finances, a accepté ces propositions à l'exception de celle qui ajourne la discussion du service de la trésorerie.

Etats-Unis

New-York, 2 mars.  
Le bruit court que la réponse de l'Amérique contient une allusion peu voilée dont le sens serait que l'Amérique ne sera pas étonnée si le tribunal de Genève décide que les demandes indistinctes sont injustes et inadmissibles.  
La Tribune dit : « Si ce n'est la confirmation, ce sera une dégradation à la dignité nationale peu facile à pardonner. »

(Agence Havas.)

## LE BULLETIN POLITIQUE

PARIS, DIMANCHE 3 MARS 1872

Les débats de l'affaire Janvier de la Motte

doivent durer encore toute la journée d'aujourd'hui. Ce n'est qu'à l'ouverture de l'audience de demain que le président commencera son résumé. Nos lecteurs remarqueront le passage fort osé du réquisitoire, où l'avocat général n'a point hésité à se faire juge du différend qui divise les ministres des finances et de l'intérieur à propos des 213,000 fr. dont M. Janvier de la Motte serait redevable envers l'Etat, et à déclarer que le parquet « tient pour valable la pièce résumée par M. Poyer-Quertier. » La déposition de M. Poyer-Quertier dans cette même affaire a produit à la Chambre une vive sensation. L'honorable M. Victor Lefranc, hâtons-nous de le dire, a été mis par tout le monde hors de cause. C'est, en effet, du temps de l'administration de M. Casimir Périer que la fameuse pièce relative aux 213,000 francs a été transmise, par les bureaux du ministère de l'intérieur, au parquet de Rouen. Mais en revanche, dans plusieurs groupes parlementaires, on a vivement critiqué la conduite de M. Dufaure, dont le procès Janvier de la Motte est évidemment l'œuvre, et qui, à la suite de certaine école républicaine, se montre trop enclin à mêler les considérations politiques à l'œuvre austère de la justice. Le bruit de la démission du garde des sceaux s'est même répandu hier, avant la séance, dans les couloirs, et a pris en un rien de temps une consistance singulière; mais il n'a pas tardé à être officieusement démenti.

Le dépôt et la discussion des rapports sur les pétitions catholiques ont été indéfiniment ajournés. L'Agence Havas dément ce matin certain télégramme du Times qui attribuait cet ajournement à un désaccord entre les membres du cabinet, et prêtait, à ce propos, à M. Thiers, des paroles assez compromettantes.  
« La France ne peut renoncer à son rôle de puissance protectrice de la foi catholique, etc., etc. » Ce démenti officieux était à peine nécessaire, tant était invraisemblable la dépêche du Times.

Partisans d'une politique d'apaisement et de conciliation, nous nous félicitons de voir reculer, et peut-être, disparaître l'éventualité de tout débat parlementaire, aussi irritant que stérile sur la question du pape et de l'Italie. Nous voudrions seulement trouver plus de sincérité et de patriotisme chez les journaux catholiques, qui représentent M. Fournier comme un ennemi du saint-siège. M. Fournier est un esprit modéré qui saura comprendre toutes les délicatesses de sa situation et de sa mission. Il n'est pas plus hostile à Victor-Emmanuel qu'au pape, c'est vrai; mais pouvait-on sérieusement demander au Gouvernement d'accréditer auprès du roi d'Italie un adversaire de sa politique?

Les nouvelles étrangères du jour n'ont qu'un médiocre intérêt. Nous ne nous arrêtons que sur une seule dépêche qui pourrait être une énigme pour quelques-uns de nos lecteurs. « Un arrêté du ministre des cultes, écrit-on de Vienne, l'Agence Havas, déclare de nulle valeur tous les actes religieux des vieux catholiques et les sacrements donnés par leurs prêtres. » La nullité de « sacrements » prononcée par l'autorité séculière peut paraître fantastique. Il faut donc savoir que dans presque tout l'empire austro-hongrois certains sacrements ont des effets civils : ainsi, sont réputés légalement unis les conjoints qui ont reçu le sacrement de mariage encore bien que l'éclat du bourgeois n'y ait point passé.

Notre correspondant a eu une conversation des plus intéressantes avec M. le

comte de Chambord. Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur la relation qu'il nous en fait à sa Lettre de Bréda.

## LETTRES DE VERSAILLES

SEANCE DE LA CHAMBRE

2 mars.

L'affaire Janvier de la Motte dispute à la démission du général Ladm'raut l'ordre du jour des préoccupations brûlantes. La déposition de l'honorable M. Poyer-Quertier est commentée diversement, selon le point de vue particulier et les opinions des interlocuteurs. On est unanime à reconnaître qu'elle accuse une regrettable divergence parmi les membres du ministère. Mais quelle que soit la compétence de l'honorable ministre des finances et la vérité légale de ses déclarations à la décharge de l'ancien préfet de l'Eure, qu'on trouve aujourd'hui plus calomnieux que coupable, ce dernier incident donne une certaine force aux bruits qui circulent déjà sur un prochain renvoi ministériel.

L'honorable M. Casimir Périer, qui se considère comme atteint dans la réputation générale que l'Agence Havas attribue à M. Poyer-Quertier à l'endroit du ministère de l'intérieur, vient, parait-il, de télégraphier au procureur-général de Rouen pour demander des explications précises sur l'interrogatoire et les dépositions.

La plus grande incertitude règne toujours sur la démission du général Ladm'raut. Il est aussi imprudent d'affirmer qu'il la maintient, que de soutenir qu'il l'a retirée à l'issue du conseil des ministres tenu ce matin. Mais ce qui est hors de conteste, c'est que le général l'a donnée.

Le public, qui n'est pas dans le secret des dieux, croit fermement à la discussion des pétitions catholiques pour la séance d'aujourd'hui. Il s'est étouffé dans la salle d'attente, il garnit les tribunes. Mais hélas ! les élégantes en sortent pour leurs toilettes, les provinciaux, fort nombreux, parmi lesquels se trouvent peut-être des signataires de ces fameuses pétitions qui affluent chaque jour dans les bureaux de l'Assemblée, pour leurs espérances.

Le banc des ministres reste vide une grande partie de la séance. On prétend qu'un conseil des ministres extraordinaire a été réuni, et que la démission du général Ladm'raut n'y est pas étrangère.

L'honorable M. Merveilleux-Duvignaux monte à la tribune au nom de la commission et demande le renvoi à un jour indéterminé de la suite de la discussion sur le projet de loi relatif à la magistrature. Il dit qu'à la suite du vote d'hier, la suppression de l'article 3 a paru inévitable à la commission. Mais cette suppression bouleverse toute l'économie du projet et rend nécessaire un remaniement complet.

M. Talon croit que les articles relatifs aux juges de paix peuvent être détachés et former le sujet d'un titre particulier et d'une discussion spéciale. Les attributions de la justice cantonale ne sont pas encore définies et limitées; on ne sait donc pas si elles ne détermineront pas de nouvelles conditions à l'admission des juges de paix.

M. Savary est de l'opinion de M. Talon : il trouve qu'on peut ajourner sans inconvénient certains articles du projet, tout en discutant et en votant les autres. La question de la mise à la retraite des magistrats, soulevée par l'article 18, lui paraît devoir être résolue sans délai. Un grand nombre de carrières honorables sont suspendues aux décisions de l'Assemblée.

Malgré l'insistance de M. de Gavardie, qui demande que l'Assemblée se prononce sans aucun retard sur la limite d'âge que l'article 18 impose aux magistrats, l'Assemblée vote l'ajournement de la discussion pour l'ensemble du projet, l'article 18 y compris.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour effet d'établir des peines contre les affiliés à l'association internationale des travailleurs.

M. Ducarre demande que l'ordre du jour soit interverti, et que cette discussion ne vienne qu'après celle relative à la loi sur les colitions. Tout en protestant de son aversion pour les doctrines de l'Internationale, l'orateur

seul soutien qu'il ne serait pas juste de faire une loi de répression avant d'avoir voté la loi organique destinée à régir la matière.

M. de Meaux, rapporteur de la commission, parle en faveur de l'ordre du jour. Il rappelle à la Chambre qu'elle a décidé elle-même, pour des raisons d'ordre public, que la discussion sur l'Association internationale des travailleurs prendrait le pas sur la loi de principe pour laquelle M. Ducarre demande la priorité.

L'honorable garde des sceaux, qui est le seul ministre qui ait paru au banc du ministère pendant la séance, joint son opinion à celle de la commission, et demande, comme elle, le maintien de l'ordre du jour.

M. de Pressensé et M. Lacaze, l'auteur de la proposition, se succèdent à la tribune pour demander le renvoi de la discussion à une séance prochaine. Ils se fondent sur ce que les députés possèdent seulement depuis deux jours les documents nécessaires pour suivre utilement la discussion, c'est-à-dire les propositions faites devant la commission d'enquête sur les événements du 18 mars, et réunies en volumes.

Le comte Joubert vient ajouter une autre raison déterminante à celles alléguées par les précédents orateurs. M. Tolain n'est pas à son banc. Or, il a promis de parler lorsque viendrait la discussion de l'Internationale : il faut qu'il parle, dit M. Joubert.

Mirabeau disait de Sieyès que son silence était une calamité publique. La postérité, en commentant cette parole, y a vu une ironie à l'adresse d'un esprit creux, cachant son silence sous son mutisme. Nous espérons que M. Joubert n'aura pas voulu être ironique.

La discussion est remise à lundi prochain.

## LETTRES DE BREDA

1<sup>er</sup> mars 1872, 8 h., soir.

Monsieur le directeur,

Je vous ai écrit cette après-midi de Dordrecht; je vous ai annoncé mon intention de me rendre le soir même à Bréda. Mon voyage n'a pas été inutile, car le comte de Chambord est encore dans cette ville.

L'hôtelier de Dordrecht ne m'a pas trompé : Henri de Bourbon est arrivé à Bréda, jeudi matin, à dix heures, accompagné de ses deux amis : MM. de Blacas et de Monti, et suivi par trois domestiques. Il est installé au premier étage de l'hôtel de la Couronne, qu'il occupe entièrement. Au rez-de-chaussée demeurent les deux compagnons du comte. Beaucoup de ses fidèles n'ont pas tardé à le rejoindre, malgré les dépêches insérées dans l'Union et la Gazette de France, dépeçant qui les priaient de suspendre leurs visites. Dans la matinée, une vingtaine de personnes, accourues de tous les points de la France, présentaient leurs hommages au chef de la maison de Bourbon, et repartaient par le train suivant.

Comme à Dordrecht, l'arrivée du comte de Chambord n'a fait aucun bruit; seul le commissaire de police est venu lui rendre une visite officielle; il a été reçu par M. de Monti.

Maintenant, j'ai tant de choses à vous dire, que je ne sais par où commencer. Vous serez bien surpris en apprenant que j'ai eu, moi aussi, l'honneur d'être présenté au comte de Chambord. Voici comment les choses se sont passées :

En arrivant à Bréda, je me suis fait conduire à l'hôtel de la Couronne, et là mon premier soin a été nécessairement de m'assurer que le prince était encore là. Le maître d'hôtel parle très mal le français. Je pus à peine obtenir de lui quelques renseignements insignifiants. Il ignorait quand devait partir le prince, et où il devait aller.

« Le bruit court qu'il doit se rendre à la Haye », lui dis-je.

« Je l'ignore, me répondit-il; mais, si vous voulez, je vais m'en informer. »

Je le laissai aller, m'imaginant qu'il s'adresserait à quelque domestique; mais pas de lui; voilà que mon homme va droit à l'appartement de M. de Monti, et lui demande de ma part si le comte doit rester longtemps.

M. de Monti, très étonné probablement de cette question à brûle-pourpoint, tant soit peu indiscret, donne l'ordre de me faire entrer; et quel n'est pas mon étonnement en voyant revenir l'hôtelier, qui me dit que M. de Monti m'attendait!

« N'ont pas, que nous sachions, attendu jusqu'à présent pour connaître et étudier Mozart. L'Opéra-Comique ne leur a pas résolu ce génie, dont on peut entendre le Don Juan à l'Opéra et les symphonies au Conservatoire et aux Concerts-Populaires, sans compter les nombreuses séances de musique classique, où l'on exécute ses quatuors, ses trios, etc., etc. »

Et puis, les compositeurs français sont les d's été envoyés à l'école; beaucoup ont passé l'âge où l'on va s'asseoir sur les bancs. Il faut prendre garde que l'amour de la musique du passé ne tue la musique de l'avenir. L'art, comme toute chose, ne peut s'immobiliser; si on en arrête l'essor, si on met obstacle à sa marche, on le frappe de mort.

Mozart n'eût certainement pas produit les Noces de Figaro et Don Juan, qu'on nous propose aujourd'hui comme modèles, si au lieu de voir représenter des sa plus tendre jeunesse les ouvrages qu'il composait, et dont — ayons le courage de le dire — quelques-uns sont fort médiocres, il eût été sans cesse renvoyé à l'étude des maîtres qu'il avait précédé.

Pourquoi ne ferait-on pas pour la musique dramatique ce qui se fait pour la musique symphonique? On ne peut nier, en effet, que nous n'assissions à la formation d'une école nationale de symphonistes, grâce à la persévérance que met M. Pasdeloup à faire entendre chaque dimanche des œuvres nouvelles. Nul doute que si un directeur de théâtre se proposait de fonder une école de compositeurs dramatiques français, en mettant en lumière les productions de nos jeunes artistes, il n'arriverait rapidement à d'aussi brillants résultats que le célèbre chef d'orchestre des Concerts-Populaires.

Halévy, Auber, Adam sont morts, sans qu'on ait encore songé à leur donner des successeurs. Après Gounod et Félicien David, quels seront les représentants de la musique française?

Et d'abord, les compositeurs français

seul soutien qu'il ne serait pas juste de faire une loi de répression avant d'avoir voté la loi organique destinée à régir la matière.

M. de Meaux, rapporteur de la commission, parle en faveur de l'ordre du jour. Il rappelle à la Chambre qu'elle a décidé elle-même, pour des raisons d'ordre public, que la discussion sur l'Association internationale des travailleurs prendrait le pas sur la loi de principe pour laquelle M. Ducarre demande la priorité.

L'honorable garde des sceaux, qui est le seul ministre qui ait paru au banc du ministère pendant la séance, joint son opinion à celle de la commission, et demande, comme elle, le maintien de l'ordre du jour.

M. de Pressensé et M. Lacaze, l'auteur de la proposition, se succèdent à la tribune pour demander le renvoi de la discussion à une séance prochaine. Ils se fondent sur ce que les députés possèdent seulement depuis deux jours les documents nécessaires pour suivre utilement la discussion, c'est-à-dire les propositions faites devant la commission d'enquête sur les événements du 18 mars, et réunies en volumes.

Le comte Joubert vient ajouter une autre raison déterminante à celles alléguées par les précédents orateurs. M. Tolain n'est pas à son banc. Or, il a promis de parler lorsque viendrait la discussion de l'Internationale : il faut qu'il parle, dit M. Joubert.

Mirabeau disait de Sieyès que son silence était une calamité publique. La postérité, en commentant cette parole, y a vu une ironie à l'adresse d'un esprit creux, cachant son silence sous son mutisme. Nous espérons que M. Joubert n'aura pas voulu être ironique.

La discussion est remise à lundi prochain.

## LETTRES DE BREDA

1<sup>er</sup> mars 1872, 8 h., soir.

Monsieur le directeur,

Je vous ai écrit cette après-midi de Dordrecht; je vous ai annoncé mon intention de me rendre le soir même à Bréda. Mon voyage n'a pas été inutile, car le comte de Chambord est encore dans cette ville.

L'hôtelier de Dordrecht ne m'a pas trompé : Henri de Bourbon est arrivé à Bréda, jeudi matin, à dix heures, accompagné de ses deux amis : MM. de Blacas et de Monti, et suivi par trois domestiques. Il est installé au premier étage de l'hôtel de la Couronne, qu'il occupe entièrement. Au rez-de-chaussée demeurent les deux compagnons du comte. Beaucoup de ses fidèles n'ont pas tardé à le rejoindre, malgré les dépêches insérées dans l'Union et la Gazette de France, dépeçant qui les priaient de suspendre leurs visites. Dans la matinée, une vingtaine de personnes, accourues de tous les points de la France, présentaient leurs hommages au chef de la maison de Bourbon, et repartaient par le train suivant.

Comme à Dordrecht, l'arrivée du comte de Chambord n'a fait aucun bruit; seul le commissaire de police est venu lui rendre une visite officielle; il a été reçu par M. de Monti.

Maintenant, j'ai tant de choses à vous dire, que je ne sais par où commencer. Vous serez bien surpris en apprenant que j'ai eu, moi aussi, l'honneur d'être présenté au comte de Chambord. Voici comment les choses se sont passées :

En arrivant à Bréda, je me suis fait conduire à l'hôtel de la Couronne, et là mon premier soin a été nécessairement de m'assurer que le prince était encore là. Le maître d'hôtel parle très mal le français. Je pus à peine obtenir de lui quelques renseignements insignifiants. Il ignorait quand devait partir le prince, et où il devait aller.

« Le bruit court qu'il doit se rendre à la Haye », lui dis-je.

« Je l'ignore, me répondit-il; mais, si vous voulez, je vais m'en informer. »

Je le laissai aller, m'imaginant qu'il s'adresserait à quelque domestique; mais pas de lui; voilà que mon homme va droit à l'appartement de M. de Monti, et lui demande de ma part si le comte doit rester longtemps.

M. de Monti, très étonné probablement de cette question à brûle-pourpoint, tant soit peu indiscret, donne l'ordre de me faire entrer; et quel n'est pas mon étonnement en voyant revenir l'hôtelier, qui me dit que M. de Monti m'attendait!

« N'ont pas, que nous sachions, attendu jusqu'à présent pour connaître et étudier Mozart. L'Opéra-Comique ne leur a pas résolu ce génie, dont on peut entendre le Don Juan à l'Opéra et les symphonies au Conservatoire et aux Concerts-Populaires, sans compter les nombreuses séances de musique classique, où l'on exécute ses quatuors, ses trios, etc., etc. »

Et puis, les compositeurs français sont les d's été envoyés à l'école; beaucoup ont passé l'âge où l'on va s'asseoir sur les bancs. Il faut prendre garde que l'amour de la musique du passé ne tue la musique de l'avenir. L'art, comme toute chose, ne peut s'immobiliser; si on en arrête l'essor, si on met obstacle à sa marche, on le frappe de mort.

Mozart n'eût certainement pas produit les Noces de Figaro et Don Juan, qu'on nous propose aujourd'hui comme modèles, si au lieu de voir représenter des sa plus tendre jeunesse les ouvrages qu'il composait, et dont — ayons le courage de le dire — quelques-uns sont fort médiocres, il eût été sans cesse renvoyé à l'étude des maîtres qu'il avait précédé.

Pourquoi ne ferait-on pas pour la musique dramatique ce qui se fait pour la musique symphonique? On ne peut nier, en effet, que nous n'assissions à la formation d'une école nationale de symphonistes, grâce à la persévérance que met M. Pasdeloup à faire entendre chaque dimanche des œuvres nouvelles. Nul doute que si un directeur de théâtre se proposait de fonder une école de compositeurs dramatiques français, en mettant en lumière les productions de nos jeunes artistes, il n'arriverait rapidement à d'aussi brillants résultats que le célèbre chef d'orchestre des Concerts-Populaires.

Halévy, Auber, Adam sont morts, sans qu'on ait encore songé à leur donner des successeurs. Après Gounod et Félicien David, quels seront les représentants de la musique française?

Et d'abord, les compositeurs français

seul soutien qu'il ne serait pas juste de faire une loi de répression avant d'avoir voté la loi organique destinée à régir la matière.

M. de Meaux, rapporteur de la commission, parle en faveur de l'ordre du jour. Il rappelle à la Chambre qu'elle a décidé elle-même, pour des raisons d'ordre public, que la discussion sur l'Association internationale des travailleurs prendrait le pas sur la loi de principe pour laquelle M. Ducarre demande la priorité.

L'honorable garde des sceaux, qui est le seul ministre qui ait paru au banc du ministère pendant la séance, joint son opinion à celle de la commission, et demande, comme elle, le maintien de l'ordre du jour.

M. de Pressensé et M. Lacaze, l'auteur de la proposition, se succèdent à la tribune pour demander le renvoi de la discussion à une séance prochaine. Ils se fondent sur ce que les députés possèdent seulement depuis deux jours les documents nécessaires pour suivre utilement la discussion, c'est-à-dire les propositions faites devant la commission d'enquête sur les événements du 18 mars, et réunies en volumes.

Le comte Joubert vient ajouter une autre raison déterminante à celles alléguées par les précédents orateurs. M. Tolain n'est pas à son banc. Or, il a promis de parler lorsque viendrait la discussion de l'Internationale : il faut qu'il parle, dit M. Joubert.

Mirabeau disait de Sieyès que son silence était une calamité publique. La postérité, en commentant cette parole, y a vu une ironie à l'adresse d'un esprit creux, cachant son silence sous son mutisme. Nous espérons que M. Joubert n'aura pas voulu être ironique.

La discussion est remise à lundi prochain.

## LETTRES DE BREDA

1<sup>er</sup> mars 1872, 8 h., soir.

Monsieur le directeur,

Je vous ai écrit cette après-midi de Dordrecht; je vous ai annoncé mon intention de me rendre le soir même à Bréda. Mon voyage n'a pas été inutile, car le comte de Chambord est encore dans cette ville.

L'hôtelier de Dordrecht ne m'a pas trompé : Henri de Bourbon est arrivé à Bréda, jeudi matin, à dix heures, accompagné de ses deux amis : MM. de Blacas et de Monti, et suivi par trois domestiques. Il est installé au premier étage de l'hôtel de la Couronne, qu'il occupe entièrement. Au rez-de-chaussée demeurent les deux compagnons du comte. Beaucoup de ses fidèles n'ont pas tardé à le rejoindre, malgré les dépêches insérées dans l'Union et la Gazette de France, dépeçant qui les priaient de suspendre leurs visites. Dans la matinée, une vingtaine de personnes, accourues de tous les points de la France, présentaient leurs hommages au chef de la maison de Bourbon, et repartaient par le train suivant.

Comme à Dordrecht, l'arrivée du comte de Chambord n'a fait aucun bruit; seul le commissaire de police est venu lui rendre une visite officielle; il a été reçu par M. de Monti.

Maintenant, j'ai tant de choses à vous dire, que je ne sais par où commencer. Vous serez bien surpris en apprenant que j'ai eu, moi aussi, l'honneur d'être présenté au comte de Chambord. Voici comment les choses se sont passées :

En arrivant à Bréda, je me suis fait conduire à l'hôtel de la Couronne, et là mon premier soin a été nécessairement de m'assurer que le prince était encore là. Le maître d'hôtel parle très mal le français. Je pus à peine obtenir de lui quelques renseignements insignifiants. Il ignorait quand devait partir le prince, et où il devait aller.

« Le bruit court qu'il doit se rendre à la Haye », lui dis-je.

« Je l'ignore, me répondit-il; mais, si vous voulez, je vais m'en informer. »

Je le laissai aller, m'imaginant qu'il s'adresserait à quelque domestique; mais pas de lui; voilà que mon homme va droit à l'appartement de M. de Monti, et lui demande de ma part si le comte doit rester longtemps.

M. de Monti, très étonné probablement de cette question à brûle-pourpoint, tant soit peu indiscret, donne l'ordre de me faire entrer; et quel n'est pas mon étonnement en voyant revenir l'hôtelier, qui me dit que M. de Monti m'attendait!

« N'ont pas, que nous sachions, attendu jusqu'à présent pour connaître et étudier Mozart. L'Opéra-Comique ne leur a pas résolu ce génie, dont on peut entendre le Don Juan à l'Opéra et les symphonies au Conservatoire et aux Concerts-Populaires, sans compter les nombreuses séances de musique classique, où l'on exécute ses quatuors, ses trios, etc., etc. »

Et puis, les compositeurs français sont les d's été envoyés à l'école; beaucoup ont passé l'âge où l'on va s'asseoir sur les bancs. Il faut prendre garde que l'amour de la musique du passé ne tue la musique de l'avenir. L'art, comme toute chose, ne peut s'immobiliser; si on en arrête l'essor, si on met obstacle à sa marche, on le frappe de mort.

Mozart n'eût certainement pas produit les Noces de Figaro et Don Juan, qu'on nous propose aujourd'hui comme modèles, si au lieu de voir représenter des sa plus tendre jeunesse les ouvrages qu'il composait, et dont — ayons le courage de le dire — quelques-uns sont fort médiocres, il eût été sans cesse renvoyé à l'étude des maîtres qu'il avait précédé.

Pourquoi ne ferait-on pas pour la musique dramatique ce qui se fait pour la musique symphonique? On ne peut nier, en effet, que nous n'assissions à la formation d'une école nationale de symphonistes, grâce à la persévérance que met M. Pasdeloup à faire entendre chaque dimanche des œuvres nouvelles. Nul doute que si un directeur de théâtre se proposait de fonder une école de compositeurs dramatiques français, en mettant en lumière les productions de nos jeunes artistes, il n'arriverait rapidement à d'aussi brillants résultats que le célèbre chef d'orchestre des Concerts-Populaires.

Halévy, Auber, Adam sont morts, sans qu'on ait encore songé à leur donner des successeurs. Après Gounod et Félicien David, quels seront les représentants de la musique française?

Et d'abord, les compositeurs français

## FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 4 MARS

## REVUE MUSICALE

THEATRE DE L'OPERA-COMIQUE : Les Noces de Figaro, de Mozart. M<sup>mes</sup> Miolan-Carvalho, Marie Bata et Cico; MM. Bouhy, Melchissédéc.

SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE : Fragments de symphonie, de M. Camille Saint-Saëns. Concerto de piano, de Beethoven, exécuté par M. Delaborde.

Les Noces de Figaro furent représentées pour la première fois à Paris, le 20 mars 1793. C'est à l'Opéra qu'eut lieu cette tentative dont, il faut le dire, l'insuccès fut absolu.

La charmante partition du divin Mozart ne fut pas comprise. Elle était, du reste, présentée au public français dans de détestables conditions. Le texte allemand avait été ridiculement traduit par Notaris; on avait, pour relire les morceaux entre eux, conservé en entier la prose de Beaumarchais sans recourir au récitatif. Les artistes de l'Opéra, peu habitués au dialogue parlé, furent détestables. Lays était le Figaro le plus lourd qu'on puisse imaginer; Chéron et M<sup>lle</sup> Maillet ne furent guère meilleurs.

Aussi, après la première représentation, qui avait excité assez la curiosité pour produire une recette de 5,035 livres, la pièce se traîna-t-elle péniblement jusqu'à la cinquième, qui réalisa le chiffre dérisoire de 1448 livres.

Il n'y a pas lieu de s'étonner de cette chute, et nous pensons même que, montées avec tout le soin désirable, chantées par des artistes suffisants, les Noces de Figaro n'en eussent pas moins subi, à l'Opéra de Paris, le sort généralement réservé aux chefs-d'œuvre. Guillaume Tell et tant d'autres ouvrages, méconnus à la première représentation, et qui depuis sont devenus la richesse même du répertoire de notre première scène lyrique, sont là pour appuyer notre assertion.

Ce n'est qu'au Théâtre-Lyrique du boulevard du Temple, sous la direction de M. Carvalho, que l'exquise musique de Mozart fut définitivement acceptée. C'était aussi, hâtons-nous de le reconnaître, la première fois que les Noces de Figaro étaient réellement exécutées. M<sup>me</sup> Carvalho remplissait le rôle de Chérubin, M<sup>me</sup> Vandenhuevel-Duprez celui de la comtesse, qui plus tard servit de début à M<sup>me</sup> Sassi; M<sup>me</sup> Ugalde, alors dans tout l'éclat de son talent, représentait Suzanne. A côté de ces artistes hors ligne venaient se grouper MM. Balanqué, Meillet, etc., etc., qui, stimulés par le voisinage



que le cœur me battait fort et que j'étais égaré par le vent. Je traversai un petit salon, dans le milieu duquel se trouvait une porte ouvrant sur la chambre à coucher du prince. Je m'arrêtai sur le seuil, et je saluai le comte de Chambord, qui vint à moi.

M. le comte de Chambord était vêtu d'un petit paletot de drap noir, sans taille, boutonné jusqu'au haut, d'un pantalon gris de drap collant. Il portait une chemise à col rabattu et une cravate noire. Il était nu-tête.

« Monsieur, me dit-il, M. de Montigny a dit que vous étiez ; je suis heureux de vous voir, d'abord parce que vous êtes Français, ensuite parce que vous êtes journaliste. On dit beaucoup de mal de moi dans ce moment ; êtes-vous de ceux-là ? »

« — Monseigneur, lui répondis-je, je ne puis que vous répéter ce que je disais tout à l'heure à M. de Montigny : il n'y a que les gens de mauvaise foi qui ne vous rendent pas justice. »

« — Malheureusement, ils sont nombreux en France. Enfin, depuis que je suis au monde, je suis habitué à la persécution. M. de Girardin écrit-il toujours dans la *Liberté* ? »

« — Oui, monseigneur ; mais maintenant le journal est la propriété de M. Déroulède. M. de Girardin est resté son collaborateur. »

« — Ah ! c'est un grand esprit ; c'est un homme à grandes et nobles idées. A Frohndorff, je lisais ses articles tous les jours. »

« — M. le comte de Chambord me demandait si j'avais fait la dernière guerre. Je lui appris que, dès le début, je m'étais trouvé bloqué dans Metz, où j'étais allé comme correspondant d'un journal ; alors, il me demanda mon opinion sur le maréchal Bazaine. Nous causâmes ensuite de l'armée de la Loire, des souvenirs pontificaux, du brave colonel Charette. »

« — Il est venu me voir à Anvers, dit le comte ; je lui ai serré la main avec joie. C'est un héros. »

« — Monseigneur, me hasardai-je à lui demander, est-il vrai, comme le bruit en court, que vous devez aller à La Haye ? »

« — Je n'en sais rien, je n'ai pas encore fait de projets. Mais amis veulent continuer leurs visites ; ils arrivent tous les jours en foule, malgré la dépêche que j'ai adressée à l'Union. Je me dois un peu à eux, et je ne peux pas trop m'éloigner. Mais, encore une fois, je ne sais pas où j'irai. »

Je parlai ensuite des affaires de France. Alors le comte de Chambord m'interrompit : « J'ai reçu, dit-il, la visite d'une centaine au moins de députés. Beaucoup d'entre eux ne sont pas de mon parti ; je les ai reçus avec autant de plaisir que ceux qui sont de mon parti. »

« — Monseigneur, demandai-je alors, est-il vrai que vous ayez songé à adopter le duc Robert de Parme, et à le reconnaître pour votre héritier ? »

« — A ces paroles, Henri de Bourbon se mit à sourire et me répondit : « — Qui donc peut inventer de pareilles fables ? Est-ce que ma vie tout entière n'est pas là pour le démentir ? Moi qui suis fanatique des principes, comment songerais-je à violer la vieille loi salique ? Mais il n'y aurait alors aucune raison pour que je n'adoptasse pas le premier gentilhomme venu. »

« — Mon héritier, vous le connaissez. Je n'ai pas le choix : c'est celui que la Providence m'impose, puisqu'elle a décidé que la branche aînée des Bourbons devait s'éteindre en moi. »

« — Je parlai de la fusion. « — La fusion, reprit le prince, est-ce qu'elle n'existe pas ? Les princes d'Orléans sont mes fils. Je ne me suis jamais souvenu, ni de Philippe-Egalité, ni de Louis-Philippe I<sup>er</sup>, ni de la citadelle de Baye. Et le malheur commun ne nous a-t-il pas tous rapprochés ? 1848 n'a-t-il pas effacé 1830 ? Vous pouvez répéter et écrire tout ce que je vous dis là, ajouta le comte de Chambord en me tendant la main, à la condition toutefois que vous ne ferez pas comme ce rédacteur du *Times* que j'ai vu à Anvers, et qui m'a fait dire un tas de choses que je n'ai jamais dites. »

Je me retirai en m'inclinant. Je sortis enchanté d'avoir eu l'honneur de voir M. le comte de Chambord. Certes, je ne suis pas législateur, et je ne le deviendrais jamais. Mais je suis sûr qu'on ne peut pas parler au comte de Chambord sans être saisi à la fois et de respect et d'une vive sympathie pour sa personne. Je crois que M. de Montigny a raison et que le comte de Chambord serait un roi populaire.

Sa santé est très bonne, quoique certains journaux aient prétendu le contraire. Il ne

paraît pas avoir plus de quarante ans, et cependant il vient d'en avoir cinquante. Ses manières sont affables ; il vous met tout de suite à l'aise ; et si ce n'était ce parfum de gentilhomme qui s'exhale de sa personne, on serait tenté d'oublier qu'on est en face du chef de la famille la plus noble de l'univers.

Je quitte Breda ce soir à neuf heures. Cette ville est insipide. La présence du comte de Chambord n'y provoquant aucune manifestation, je n'ai rien à y faire comme reporter. J'ai tout lieu de croire que le prince se rendra à La Haye. On dit que l'on prépare pour lui le grand hôtel Pauley. Si cela est vrai, je me rendrai dans la capitale de la Hollande, aussitôt qu'il y sera arrivé.

En terminant, un détail piquant : il se trouve dans ce moment à Breda un certain M. Gruau de la Barre, qui se fait passer pour le fils de Louis XVII, sauve miraculeusement des mains féroces du cordonnier Simon.

Cet imposteur, qui se dit ancien procureur du roi, vient de publier une brochure qu'il envoie à tous les présidents de cour d'appel. Ses affiches couvrent les murs de Breda. Il a envoyé au comte de Chambord un exemplaire de sa brochure. Le comte a beaucoup ri, mais il refuse absolument d'abdiquer en faveur de son cousin.

## REVUE DES JOURNAUX

Les gens d'ordre et de bon sens sont assurément en majorité dans le pays. Pourquoi donc notre situation politique reste-t-elle si pleine de périls ? Pourquoi nos grands pouvoirs publics n'arrivent-ils pas à un accord, à un équilibre définitif ? Le *Soir* répond que c'est parce que les conservateurs n'ont à aucun degré l'énergie et la décision qui distinguent les sectaires des opinions extrêmes ; parce que les conservateurs ne peuvent se mettre en tête que, s'ils ne fondent pas promptement et solidement la République, c'en est fait de nous.

En dehors de cette forme de gouvernement, la société française n'a plus de base. Les politiques de bonne foi, les sincères conservateurs qui, par leur attitude expectante, encouragent les espérances monarchiques, songent-ils à l'immense tâche de restauration. Henri V et les princes d'Orléans font rôtir — c'est désormais chose — combien durerait cette royauté légitime qui, aux yeux de la masse électorale, nous ferait reculer au-delà de 1789 ? Tout cela est-il au-dessus de la raison ? Impossible ! La pratique de la souveraineté nationale est entrée dans nos mœurs. Depuis 1848, vingt-quatre ans se sont écoulés. Dix millions d'électeurs ont voté à plusieurs reprises, incités et encouragés à la fois par les conservateurs et les révolutionnaires.

Le suffrage universel a été le moyen indiqué par les radicaux pour conquérir les réformes désirées. Les conservateurs l'ont accepté comme la seule voie à opposer à l'émeute et à l'insurrection. « Pas de cartouches, des bulletins de vote », a-t-on dit au peuple. Osera-t-on lui dire : « Plus de bulletins de vote. » Révons-en !

M. Courbet, dont nous annonçons hier que la peine vient de finir, reste, par goût, à la maison Duval où il l'a subie, *à l'habitude qu'il est au jour d'aujourd'hui d'une petite chambre que frolent les jeunes pousses des lilas d'un jardin à demi abandonné*. (Extrait du *Rappel*.)

Le *Courrier de France* fait, à cet égard, quelques réflexions dont la justesse frappera nos lecteurs : « Si l'indigence, dans la durée des peines, est placée par la loi hors de nos discussions, nous avons le droit incontestable de regretter la continuation, l'aggravation de cette indigence dans la façon de faire subir les peines. Sans doute, au point de vue de l'art, nous nous félicitons de voir un grand artiste placé dans des conditions telles qu'il puisse continuer ses chefs-d'œuvre. Nous nous réjouissons de savoir le jour de sa chambre d'arrêt et fin, et nous apercevons d'ici les lilas venant s'épanouir jusque sous ses fenêtres et le conviant au travail. Beaucoup d'air, sans doute, au point de vue de l'art, mais combien d'artistes libres en ont moins que M. Courbet prisonnier ! »

Aussi sa peine finie, il la prolonge, il demeure. M. Courbet a cent fois raison. Mais si cette installation pittoresque est tout à l'avantage de l'art, elle ne tourne pas au profit de la justice. Tout se compare en ce monde. La certitude de savoir celui qui a ordonné, inondé de lumière et entouré de fleurs, ne sera peut-être pas un dédommagement suffisant pour ceux qui, ayant obéi, gémissent sur les pontons, ou sont transférés dans les îles.

La *Presse* attache une importance considérable aux bruits qui ont couru, ces jours passés, de la démission du général Lamiral.

Le général Lamiral est un de ces caractères indépendants et droits, qui sont aussi incapables

personnages réels, bientôt reconnus dans les types de cette comédie.

Une notice écrite par M. F. de Marescot, pour servir d'introduction à la nouvelle édition de *Turcaret* que prépare en ce moment M. Jonaust, l'imprimeur des bibliophiles, rappelle, entre autres détails recueillis à diverses sources, les modèles parmi lesquels l'auteur de *Turcaret* a pu choisir son héros. Elle signale notamment Lorieux de La Noue, d'abord valet d'un curé de village, et qui, s'étant enrichi peu à peu, finit par devenir un gros financier. Comme *Turcaret*, il affichait un grand luxe et donnait fort dans la galanterie. En 1705, quatre ans avant la représentation de *Turcaret*, ce Lorieux de La Noue reçut le châtiment de sa fortune scandaleusement rapide : il fut condamné au pilori et aux galères. Ses émules de la malotie et de la piraterie financière essayèrent de profiter de la leçon, non pour devenir plus honnêtes mais plus adroits.

Dans le prologue de sa comédie, Le Sage se défend d'avoir voulu déconsidérer les hommes de finances. C'est aux malfaiteurs seulement qu'il en veut, aux pillards et aux fripons, comme Molière n'avait en vue, en flétrissant Tartuffe, que les hypocrites et les faux dévots.

L'avisement des caractères, dès les premières années du dix-huitième siècle, est stigmatisé par Le Sage dans ses types du chevalier, qui dépeuple effrontément la baronne de l'argent fourni par *Turcaret*, et du marquis toujours au cabaret ou dans quelque tripot. Entre le grand seigneur et la courtisane, entre le maître et le valet, l'égalité commence par la complicité dans les honteuses spéculations et les basses intrigues.

« Si jamais je me brouille avec la baronne, dit le chevalier, ce ne sera qu'après la ruine totale de M. Turcaret... Je ne rends des soins à la coquette que pour l'aider à ruiner le traitant. »

Aussi Frontin peut-il, avant même le deuxième acte, résumer déjà la comédie en ces quelques mots :

« J'admire le train de la vie humaine ! Nous plumeons une coquette, la coquette mange un homme d'affaires, l'homme d'affaires en pille d'autres : cela fait un ricochet de fourberies si plus plaisant du monde. »

Quand la pièce s'achève, Frontin a eu enfin son tour. Au moment de l'arrestation du traitant, il a escamoté, d'un même tour de passe-passe, à la baronne ce qu'elle avait pris à *Turcaret* et au chevalier ce qu'il venait de prendre à la baronne. Il offre alors à Lisette de « faire souche d'honnêtes gens » à la façon des habiles, et s'écrie triomphalement : « Voilà le règne de monsieur *Turcaret* fini ; le mien va commencer. »

La force comique de cette œuvre satirique n'a point le caractère de la gaieté ni de la saillie étincelante. Le trait y est incisif plutôt que piquant. Une verve mordante soutient cette lutte incessante de dupes et de dupes, et donne à chaque personnage l'allure particulière qui en fait un type distinct. Chacun parle son langage, et cette variété dans le dialogue corrige la monotonie de l'action, qu'il n'offre guère qu'un cinquième acte des scènes de véritable comédie. Jusque-là, c'est principalement, comme nous l'avons indiqué, un tableau, un groupe de types fortement caractérisés, une exposition impitoyable, une exécution vigoureuse des débauches, des bassesses et des turpitudes auxquelles la société facile des premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle menaçait déjà de s'abandonner.

Le rôle de *Turcaret* a trouvé dans Barré un interprète ardent et convaincu, plein de fougue et de naturel. Il lui manque seulement cette distinction empruntée que les hommes du commun, devenus gros financiers, savaient prendre au frottement des gens de qualité. La nuance est essentielle à la vérité du type ; le comédien aurait grand tort de la négliger.

Pour rendre acceptable devant le public actuel le personnage du chevalier, il faut de toute nécessité lui donner une allure

d'excess de défiance, et comme son illustre camarade Mac-Mahon, il n'a qu'une règle : le devoir.

Quand un tel chef demande s'il gardera le poste qu'il occupe depuis la défection de la Commune, c'est un mauvais symptôme. S'il n'y restait pas, ce serait un grave aversissement.

Le général de Lamiral représente la grande cause de l'ordre public et de la défense sociale. Son commandement supérieur est une protection ; en passant en d'autres mains, ne deviendrait-il pas une menace ?

L'état de siège n'est légitime qu'à la condition d'être impersonnel et de ne contenir que les facultés. Le jour où il prendra un autre caractère, il devra inquiéter les bons citoyens, car, au lieu de rester une garantie de sécurité aux mains d'un gouvernement, il pourra devenir un instrument de dictature aux mains d'un parti.

Les éclaircissements suivants, publiés par le *Télégraphe*, arrivent fort à propos pour calmer le zèle des deux autres journaux et rassurer les familles :

Les enfants volés à Lyon depuis quelque temps ont fait le tour de la presse française et étrangère.

Aujourd'hui, il est reconnu que sur ces quarante enfants disparus, vingt-sept étaient âgés de plus de quinze ans, et le plus jeune des treize autres à dix ans.

La plupart ont été retrouvés ; les autres sont des vagabonds qui ont quitté pour la dixième fois leur maison paternelle et ne tarderont pas à y rentrer.

Un épilogue au procès de la Commune de Toulouse, épilogue annoncé par l'*Emancipation* :

Nous apprenons que trois des accusés dans l'affaire de la Commune de Toulouse, et acquittés à l'unanimité par le jury des Basses-Pyrénées, se sont entendus pour déposer une plainte en faux témoignage contre les principaux témoins à charge dans cette affaire. Le volume du dossier de cette procédure serait entre les mains d'un avocat en renom de Paris, chargé des intérêts des plaignants.

M. Albert Dehaynin regrette que l'administration, en proposant des dépenses, n'ait pas en même temps présenté le tableau des recettes destinées à y faire face. Pour parer aux annuités, il propose d'établir un droit supplémentaire d'octroi de 15 fr. par hectolitre sur les vins de luxe.

M. le préfet ne partage pas l'opinion de M. Dehaynin pour 1872 ; le budget de la Ville est équilibré, jamais l'administration n'a proposé de lever des dépenses sans présenter les recettes correspondantes. Pour lui, il n'a jamais dissimulé qu'il avait certaines chances de mécomptes appréciables du côté des recettes ; mais il a demandé au conseil de ne discuter que les dépenses qui sont dans le cadre du budget et de ne pas s'engager dans la voie de l'inconnu.

L'augmentation des recettes des eaux prévues est appuyée sur des faits positifs et se produira certainement. Du reste, l'emprunt lui-même fournira, par le bénéfice résultant de la vente de l'eau, les voix et les moyens nécessaires à son amortissement.

M. le préfet termine en déposant sur le bureau du conseil un mémoire sur un nouveau droit *ad valorem* à introduire dans les halles et marchés, et donne lecture d'un arrêté pris à la date du 27 février dernier, par lequel il a prorogé la session du conseil municipal jusqu'au 31 mars courant.

M. Watil fait ressortir les motifs qui militent en faveur de l'achèvement immédiat des travaux de la Ville.

Les divers articles du projet de la commission sont adoptés, moins l'article 4, qui demeure supprimé.

MM. Callon et Gouin sont désignés pour assister M. le préfet dans les négociations relatives à l'emprunt spécial de la Ville.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le rapport de M. Callon, concluant à l'adoption du projet d'assainissement de la Seine par l'utilisation des eaux vannes pour l'agriculture dans la limite d'une dépense de 1 million.

Les conclusions du rapport de M. Callon sont adoptées.

La séance est levée à 6 h. 1/2.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Les allées et venues de M. le général Bourbaki et de M. Pascal, préfet du Rhône, entre Lyon et Versailles, ne discontinuent pas. Depuis quelques jours, les journaux de Lyon n'annoncent pas le départ de l'un sans donner en même temps la nouvelle du retour de l'autre, et réciproquement.

Pour le moment, d'après le *Salut public*, c'est M. Pascal qui est à Versailles.

Le *Moniteur de la Meurthe et des Vosges* parle de la réception par M. Thiers d'une députation du conseil général des Vosges, venue à Versailles pour appeler l'attention du Gouvernement sur la situation nouvelle qu'a faite à ce département l'émigration alsacienne-lorraine.

Le président de la République a fait le meilleur accueil à la députation et lui a donné l'assurance que le Gouvernement ne manquera pas de seconder le développement industriel qui paraît devoir résulter, pour le département des Vosges, du déplacement, à son profit, d'une partie de la population de l'Alsace-Lorraine. M. Thiers aurait même promis que l'exécution de la grande artère de Neufchâteau à Saint-Dié, par Mirecourt et Epinal, serait particulièrement favorisée.

Une nouvelle manifestation a encore eu lieu hier soir samedi au Vaudeville. Les siffleurs ont été assez nombreux pour que la représentation fût interrompue sept minutes pendant le premier acte. On a expulsé dix-neuf personnes du théâtre, aux applaudissements du public, qui protestait énergiquement contre les perturbateurs. Cette exécution faite, la représentation a continué sans encombre.

LES VICES RÉHIBITOIRES

Par ordre du ministre du commerce, on affiche en ce moment non-seulement dans le

vive, insouciance, étourdie. C'est un rôle à sauver maintenant, et pour cela une interprétation légère, délicate, rapide, furtive, si l'on peut ainsi dire, est vraiment indispensable.

Le rôle du marquis, moins scabreux, moins accentué, est tenu par Bressant avec un goût et une gaieté qui le font bien passer.

Got joue Frontin en artiste consommé, mais un peu trop consciencieusement pour une pièce qui était d'actualité et tout à fait de circonstance en 1709. Un peu moins de sérieux et il paraîtrait mieux pour le public d'aujourd'hui.

M<sup>lle</sup> Royer s'est montrée bonne comédienne dans le rôle difficile de la baronne. M<sup>lle</sup> Jouassain, quoiqu'un peu criarde dans les vicissitudes de M<sup>lle</sup> Jacob, la revendeuse à la toilette, sœur de *Turcaret*, a bien saisi et rendu cette figure pittoresque. M<sup>lle</sup> Nathalie est excellente de ton et d'allure dans le personnage comique de M<sup>lle</sup> Turcaret ; mais elle serait plus vraie si elle n'adressait pas directement au public, du geste et de la voix, ce qu'elle doit dire à ses interlocuteurs. Marine et Lisette sont parfaitement représentées : la première avec une franchise bien en dehors par M<sup>lle</sup> Ponsin ; la seconde, avec finesse, par M<sup>lle</sup> Dinah Félix.

L'*Autre Motif*, de M. Ed. Pailleron, est une aimable et spirituelle petite comédie, très agréablement détaillée par M<sup>lle</sup> Plessey et par Febvre. Ils y mettent l'un et l'autre, avec beaucoup d'art, un naturel qui semblerait tout aisés aux comédiennes et comédiens amateurs des salons parisiens, où cette jolie saynète charmera les dernières soirées d'hiver.

M. Charles Chincholle, l'auteur du *Mari de Jeanne*, drame en trois actes, qui s'est fait ouvrir le théâtre des Nouveautés, est un jeune écrivain dont les premiers livres ont été recommandés au public par Alexandre Dumas. Avec cette intrépidité de la jeunesse, qui ne veut compter que sur

D'autre part, les journaux de la Marne signalent les dispositions prises par un certain nombre d'industriels de Bischwiller (Bas-Rhin) pour transférer leurs fabriques à Châlons, où la multiplicité des cours d'eau et la rencontre de plusieurs voies ferrées leur offriraient un aliment et des débouchés très favorables.

Les populations de l'arrondissement de Lyon étaient assez alarmées depuis quelque temps par les récits que publiaient à l'envi le *Salut public* et le *Journal de Lyon*, relativement à des disparitions d'enfant. Ces deux journaux en étaient même venus à se disputer, non sans un peu d'aigreur, le privilège de l'exactitude des renseignements à ce triste sujet.

Les éclaircissements suivants, publiés par le *Télégraphe*, arrivent fort à propos pour calmer le zèle des deux autres journaux et rassurer les familles :

Les enfants volés à Lyon depuis quelque temps ont fait le tour de la presse française et étrangère.

Aujourd'hui, il est reconnu que sur ces quarante enfants disparus, vingt-sept étaient âgés de plus de quinze ans, et le plus jeune des treize autres à dix ans.

La plupart ont été retrouvés ; les autres sont des vagabonds qui ont quitté pour la dixième fois leur maison paternelle et ne tarderont pas à y rentrer.

Nous apprenons que trois des accusés dans l'affaire de la Commune de Toulouse, et acquittés à l'unanimité par le jury des Basses-Pyrénées, se sont entendus pour déposer une plainte en faux témoignage contre les principaux témoins à charge dans cette affaire. Le volume du dossier de cette procédure serait entre les mains d'un avocat en renom de Paris, chargé des intérêts des plaignants.

M. Albert Dehaynin regrette que l'administration, en proposant des dépenses, n'ait pas en même temps présenté le tableau des recettes destinées à y faire face. Pour parer aux annuités, il propose d'établir un droit supplémentaire d'octroi de 15 fr. par hectolitre sur les vins de luxe.

M. le préfet ne partage pas l'opinion de M. Dehaynin pour 1872 ; le budget de la Ville est équilibré, jamais l'administration n'a proposé de lever des dépenses sans présenter les recettes correspondantes. Pour lui, il n'a jamais dissimulé qu'il avait certaines chances de mécomptes appréciables du côté des recettes ; mais il a demandé au conseil de ne discuter que les dépenses qui sont dans le cadre du budget et de ne pas s'engager dans la voie de l'inconnu.

L'augmentation des recettes des eaux prévues est appuyée sur des faits positifs et se produira certainement. Du reste, l'emprunt lui-même fournira, par le bénéfice résultant de la vente de l'eau, les voix et les moyens nécessaires à son amortissement.

M. le préfet termine en déposant sur le bureau du conseil un mémoire sur un nouveau droit *ad valorem* à introduire dans les halles et marchés, et donne lecture d'un arrêté pris à la date du 27 février dernier, par lequel il a prorogé la session du conseil municipal jusqu'au 31 mars courant.

M. Watil fait ressortir les motifs qui militent en faveur de l'achèvement immédiat des travaux de la Ville.

Les divers articles du projet de la commission sont adoptés, moins l'article 4, qui demeure supprimé.

MM. Callon et Gouin sont désignés pour assister M. le préfet dans les négociations relatives à l'emprunt spécial de la Ville.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le rapport de M. Callon, concluant à l'adoption du projet d'assainissement de la Seine par l'utilisation des eaux vannes pour l'agriculture dans la limite d'une dépense de 1 million.

Les conclusions du rapport de M. Callon sont adoptées.

La séance est levée à 6 h. 1/2.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Les allées et venues de M. le général Bourbaki et de M. Pascal, préfet du Rhône, entre Lyon et Versailles, ne discontinuent pas. Depuis quelques jours, les journaux de Lyon n'annoncent pas le départ de l'un sans donner en même temps la nouvelle du retour de l'autre, et réciproquement.

Pour le moment, d'après le *Salut public*, c'est M. Pascal qui est à Versailles.

Le *Moniteur de la Meurthe et des Vosges* parle de la réception par M. Thiers d'une députation du conseil général des Vosges, venue à Versailles pour appeler l'attention du Gouvernement sur la situation nouvelle qu'a faite à ce département l'émigration alsacienne-lorraine.

Le président de la République a fait le meilleur accueil à la députation et lui a donné l'assurance que le Gouvernement ne manquera pas de seconder le développement industriel qui paraît devoir résulter, pour le département des Vosges, du déplacement, à son profit, d'une partie de la population de l'Alsace-Lorraine. M. Thiers aurait même promis que l'exécution de la grande artère de Neufchâteau à Saint-Dié, par Mirecourt et Epinal, serait particulièrement favorisée.

Une nouvelle manifestation a encore eu lieu hier soir samedi au Vaudeville. Les siffleurs ont été assez nombreux pour que la représentation fût interrompue sept minutes pendant le premier acte. On a expulsé dix-neuf personnes du théâtre, aux applaudissements du public, qui protestait énergiquement contre les perturbateurs. Cette exécution faite, la représentation a continué sans encombre.

LES VICES RÉHIBITOIRES

Par ordre du ministre du commerce, on affiche en ce moment non-seulement dans le

vive, insouciance, étourdie. C'est un rôle à sauver maintenant, et pour cela une interprétation légère, délicate, rapide, furtive, si l'on peut ainsi dire, est vraiment indispensable.

Le rôle du marquis, moins scabreux, moins accentué, est tenu par Bressant avec un goût et une gaieté qui le font bien passer.

Got joue Frontin en artiste consommé, mais un peu trop consciencieusement pour une pièce qui était d'actualité et tout à fait de circonstance en 1709. Un peu moins de sérieux et il paraîtrait mieux pour le public d'aujourd'hui.

M<sup>lle</sup> Royer s'est montrée bonne comédienne dans le rôle difficile de la baronne. M<sup>lle</sup> Jouassain, quoiqu'un peu criarde dans les vicissitudes de M<sup>lle</sup> Jacob, la revendeuse à la toilette, sœur de *Turcaret*, a bien saisi et rendu cette figure pittoresque. M<sup>lle</sup> Nathalie est excellente de ton et d'allure dans le personnage comique de M<sup>lle</sup> Turcaret ; mais elle serait plus vraie si elle n'adressait pas directement au public, du geste et de la voix, ce qu'elle doit dire à ses interlocuteurs. Marine et Lisette sont parfaitement représentées : la première avec une franchise bien en dehors par M<sup>lle</sup> Ponsin ; la seconde, avec finesse, par M<sup>lle</sup> Dinah Félix.

L'*Autre Motif*, de M. Ed. Pailleron, est une aimable et spirituelle petite comédie, très agréablement détaillée par M<sup>lle</sup> Plessey et par Febvre. Ils y mettent l'un et l'autre, avec beaucoup d'art, un naturel qui semblerait tout aisés aux comédiennes et comédiens amateurs des salons parisiens, où cette jolie saynète charmera les dernières soirées d'hiver.

M. Charles Chincholle, l'auteur du *Mari de Jeanne*, drame en trois actes, qui s'est fait ouvrir le théâtre des Nouveautés, est un jeune écrivain dont les premiers livres ont été recommandés au public par Alexandre Dumas. Avec cette intrépidité de la jeunesse, qui ne veut compter que sur

marchés à bestiaux de Paris, mais dans tous les marchés de France, la liste des vices réhébilités dont l'existence est une cause de nullité pour la vente d'un animal domestique. Presque tous nos lecteurs étant appelés un jour ou l'autre à faire un achat d'animal quelconque, nous croyons utile d'extraire de l'affiche en question la liste des défauts et maladies qualifiés vices réhébilités.

Cheval, mulet, âne : Epilepsie ou mal caduc, fluxion périodique des yeux, maladies de poitrine, courbature invétérée, farcin, morve, immobilité, pousse, cornage chronique, tic sans usure des dents, hernies inguinales intermittentes, boiterie intermittente.

Espece bovine : Phthisie pulmonaire ou pommelle, épilésie ou mal caduc, suites de la non délivrance, renversement du vagin ou de l'utérus.

Espece ovine : Clavelée, sang de rate. La première de ces maladies, reconnue chez un seul animal, entraîne la réhabilitation de tout le troupeau. La seconde n'entraîne la réhabilitation qu'autant que, dans le délai de garantie, la perte constatée s'élève au moins au quinzième des animaux achetés.

LA COUR CARRÉE DU LOUVRE

Nous avons visité hier la cour carrée du Louvre, qui est en ce moment en pleine réparation. Des échafaudages sont dressés presque tout autour. On répare les sculptures, dont la plupart ont eu beaucoup à souffrir de la Commune.

VINCENNES. — LE THÉÂTRE. — LE BOIS

Nous avons fait hier une longue visite à la jolie ville de Vincennes et au bois du même nom, et nous avons constaté que Vincennes, qui semblait depuis la guerre assés morte que Pompei, a repris presque toute son animation. Les villas commencent à se repeupler, et les restaurateurs du carré Marigny se déclarent satisfaits. Le bal d'Idalie se prépare à rouvrir. Au coin du carré Marigny et de l'avenue de Paris, on a bâti un petit théâtre fort bien aménagé ; le directeur a l'intention d'y joindre le vaudeville, le gros mélodrame, et aussi un peu l'opéra comique. On voit qu'il y en aura pour tous les goûts.

Quant au bois, on ne dirait jamais que les Prussiens y ont passé. Vienne la verdure, et Vincennes sera tel qu'il était en 1870, une des plus jolies localités des environs de Paris.

BIBLIOGRAPHIE

Le *Siège de Paris*, par le général Vinoy, paraît chez l'éditeur Henri Hon en un superbe volume in-8°, accompagné d'un atlas de 15 cartes stratégiques imprimées en couleurs. Prix : 10 fr. franco. 10, rue Garancière.

Sous ce titre : *La Littérature française des origines au XVIII<sup>e</sup> siècle*, la librairie Hachette vient de mettre en vente un nouveau livre de M. Paul Albert, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure. Cet ouvrage est la reproduction des cours professés par l'auteur à la Sorbonne pour les jeunes filles de 14 à 18 ans, et fait suite à deux volumes fort remarquables du même auteur : *la Poésie* et *la Prose*.

ÉCHOS DE PARTOUT

Cette nuit à eu lieu, à la salle Valentino, le bal des demoiselles de magasin. Dès onze heures arrivent une foule de jeunes filles, de seize à quarante-cinq ans, toutes en blanc, ou en rose : c'é



# LA SEMAINE FINANCIERE

## INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Paris, dimanche 3 mars 1873.

Nous le disions hier, la semaine dernière : nous croyons à la hausse, mais notre situation est si malheureuse, la plupart des hommes qui mènent nos affaires ont tant d'inexpérience, et, disons-le pour quelques-uns, tant de maladresse, qu'il pourrait bien se produire, au moment où on s'y attendait le moins, un de ces incidents qui jettent le trouble sur le marché, arrêtent les transactions et font tomber la confiance.

Ces réserves n'étaient pas inutiles. Tout était pour le mieux, en effet : la liquidation se présentait sous les meilleurs auspices ; les reports étaient très modérés ; on avait des sommes importantes étendues ; la liquidation dernière, restée sans emploi chez les agents ; la crise monétaire était finie ; l'or était offert à 3 fr. de prime pour 1,000 fr. ; le change sur Londres s'était abaissé ; nos valeurs au Stock-Exchange conservaient une très bonne tenue et étaient demandées en hausse ; enfin, la Banque de France avait abaissé de 1/10 le taux de ses escomptes.

Dans ces dispositions les achats se multipliaient, dans une mesure raisonnable cependant, le cours des rentes n'attendait pas d'être d'une façon lente, par petites étapes, sans soubresauts, sans enlèvements. Les cours du commencement du mois n'avaient même pas été regagnés, lorsque la malencontreuse déclaration de M. le ministre de l'intérieur est venue enlever le mouvement et jeter la panique dans le camp des acheteurs.

On a cherché à atténuer les paroles de M. Lefranc quand on a vu l'effet malheureux qu'elles avaient produit ; mais toutes les explications n'ont pu modifier l'impression très nette et très claire qu'elles avaient laissée dans les esprits.

Bien que le Gouvernement ait à plusieurs reprises fait naître l'espérance d'un arrangement diplomatique qui aurait eu pour résultat l'évacuation du territoire sans avoir recours à un emprunt au moins dans un temps très prochain, nous savons, et nous l'avons dit à plusieurs reprises, que cette opération s'imposait à nous dans un délai de cinq à six mois. Raison de plus pour ménager le marché pour ne rien faire qui put déprimer les cours, car nous aurons intérêt, un intérêt majeur, à faire l'emprunt au prix le plus élevé possible, afin de ne pas trop dépasser les prévisions du budget qui fixent à 150 millions la somme à consacrer au paiement annuel des arrérages pour les trois milliards que nous sommes obligés de nous procurer.

Si le Gouvernement tenait beaucoup à exprimer sa pensée à cet égard, il aurait pu choisir un autre moment et attendre au moins que la liquidation fut terminée. Il aurait pu confier à un ministre plus expérimenté que M. Lefranc le soin de faire cette déclaration.

Nous ne dirons pas que tous les efforts tendent aujourd'hui à porter le découragement dans les esprits et à laisser les hommes de bonne volonté ?

Les officiers, pour atténuer la portée de la faute qui a été commise, voudraient tenter d'expliquer la baisse survenue par une simple liquidation de la Rente, par une simple situation de place. C'est ne pas se craindre d'aller jusqu'à l'absurde. Il est évident pour tout esprit impartial que la situation de place, tout est d'ailleurs très facile de se rendre compte quand on suit un peu la Bourse, ne saurait justifier la dépréciation qui a atteint particulièrement l'emprunt. On a cru, cela est certain, que l'appel au crédit était proche, que la haute banque allait vendre, afin d'amener le Gouvernement à fixer le prix d'émission aussi bas que possible. On se rappelle l'émotion considérable qui existait entre le 3 0/0 et le 5 0/0 au moment de la création du nouveau type de rente. Enfin, cette préoccupation d'un emprunt qu'on voyait pour le mois prochain a amené les acheteurs de 5 0/0 à se liquider précipitamment.

Il est possible qu'on revienne sur cette impression fautive, et que ce mois soit plus favorisé que celui qui vient de finir. Mais nous pensons que la Bourse sera quelques jours encore à se remettre de ses alarmes.

### Liquidation du 1<sup>er</sup> mars

COURS DE COMPENSATION	
1 <sup>er</sup> mars 1873	Messageries..... 517 50
Rente 3 0/0..... 56 25	Volailles..... 215
Rente 4 1/2 0/0..... 56 50	Salines de l'Est..... 665
Emp. 1871, 5 0/0..... 89	Suez..... 255
— libéré..... 88 10	Délégations..... 267 50
Emp. Morgan..... 505	Autrichiens..... 75
Oblig. du Trésor..... 425	V-Roi d'Egypte 70
	— d'Egypte 70 400
	Régie extérieure 80 5/8
	— intérieure..... 27 1/2
2 mars 1873	diff. cour. .... 550
Ob. Ville Paris 1869 270	Pagarés..... 550
— 1871 247 50	Blais-Ubis, 6 0/0..... 106 1/2
Comp. de France, 5 0/0..... 480	Italien, 5 0/0..... 107 1/2
Banq. d'Escompte..... 695	Oblig. Tabac..... 475 75
Credit agricole..... 504 25	Russe, 6 0/0..... 81 50
Credit colon. .... 515	Pérou, 5 0/0, 1870..... 94 1/2
Credit fonc. France..... 497 50	Debt turque, 5 0/0..... 50
Société algérienne..... 493 75	Empr. Ottoman 60..... 320
Cr. ind. et comm. .... 615	—..... 63 30
Credit mobilier..... 615	—..... 63 30
Société des Dépôts..... 545	—..... 63 30
Société générale..... 602 50	—..... 63 30
Banq. Franco-Egypt. .... 685	—..... 63 30
Charbonn. .... 418	—..... 63 30
Est..... 490	—..... 63 30
Lyon..... 572 50	—..... 63 30
Midi..... 607 50	—..... 63 30
Orléans..... 565	—..... 63 30
Nord..... 565	—..... 63 30
Ouest..... 502 50	—..... 63 30
Saint-Ouen..... 410	—..... 63 30
Docks de Marseille..... 145	—..... 63 30
Magasins généraux..... 235	—..... 63 30
Gaz..... 700	—..... 63 30
Cr. immobilière..... 35	—..... 63 30
C. Transatlantique..... 350	—..... 63 30

**Fonds d'Etat et de Ville.** — Le 3 0/0 est tombé vendredi à 56 10 sur le comptant et à 56 35 à terme. Le 5 0/0, plus éprouvé, a été coté 88 80 au comptant. Hier les cours se sont un peu relevés, mais les acheteurs de primes et de ferme n'ont pas s'aventurer sur un terrain qui s'est dérobé sous eux d'une manière si soudaine. Le Morgan a conservé sa fermeté.

Les fonds italiens ont conservé leurs plus hauts cours. La baisse de nos Rentes n'a fait qu'accroître leur mouvement de hausse. M. Sella triomphe et ses plans financiers ont été acclamés sans modifications importantes.

Les fonds Turcs sont très bien tenus : le 5 0/0 vaut 50 fr. Le télégraphe vient d'annoncer la nomination d'un nouveau ministre des finances. Les Obligations ont toujours un bon courant de transactions ; on trouve celles de 1863 à 330 fr., celles de 1865 à 337 50. Les bons remboursables en octobre 1872 sont demandés à 495 fr.

Les fonds Américains sont fermes à 105. On en conclut que le différend de l'Alabama est en voie d'arrangement. Le Russe 5 0/0 est à 94 ; le Péruvien se tient, comme précédemment, à 81 50.

Pou d'affaires sur les fonds Espagnols : l'Extérieure s'est abaissée à 31 1/8 ; les nouvelles politiques de la Péninsule sont loin

d'être rassurantes ; aussi il ne faut pas s'étonner que les capitaux s'éloignent des fonds Espagnols. Le Pagaré a reparu à la cote à 520.

Les Tunisiennes sont sans changement à 151 fr. Le Romain a monté de 63 à 66. Le Honduras conserve une très grande fermeté ; il est demandé à 186 50, coupon détaché. Ce coupon de 10 fr. sera sans doute regagné ce mois-ci.

Les fonds Autrichiens ont un marché satisfaisant ; la Dette 5 0/0, convertie, a repris à 615 ; l'obligation 1860 vaut 1,135 ; la Domaniale, sur laquelle le coupon semestriel va être détaché, est à 275.

Les obligations de la Ville de Paris sont toujours très lourdes. On fait appel d'un versement sur les obligations 1871, et il est fort à craindre que cet appel n'amène un nombre assez considérable de titres sur le marché.

**Institutions de Crédit.** — Répondant enfin aux vœux légitimes du commerce et de l'industrie, la Banque de France a baissé de 1/10 le taux de ses escomptes ; il faut espérer qu'il n'en restera pas là. Ce n'est qu'une première satisfaction donnée au public et nous nous sommes fait l'écho en cette circonstance comme en beaucoup d'autres de ses sollicitations répétées.

Le cours des actions est à peu près resté stationnaire : il a oscillé entre 3,590 et 3,610 sans affaires ; le bilan de cette semaine présente les variations suivantes :

L'encaisse s'est accrue de 650,997,000 fr. à 655,871,000 fr. ; augmentation, 4,874,000 fr. Le portefeuille de Paris a progressé de 303 millions 887,000 fr. à 333,178,000 fr., augmentation, 49,291,000 fr. Le portefeuille des succursales n'a eu qu'une légère augmentation de 1,221,000 fr. ; son total reste à 367,784,000 fr.

Les bons du Trésor, déposés à la Banque en garantie de son avance à l'Etat se sont accrus de 2 millions, et leur total s'élève à 1 milliard 328 millions.

La Banque de Paris a remboursé 2 millions sur son compte débiteur à la Banque.

L'ensemble des divers comptes d'avances, sur titres et sur lingots et monnaies, a varié de 78,749,000 francs à 78,175,000 francs ; diminution, 574,000 francs.

La circulation des billets s'est élevée de 2 milliards 304 millions à 2 milliards 464 millions ; augmentation, 60 millions.

Le compte courant du Trésor a augmenté de 6,262,000 fr. ; son total à ce jour est de 89 millions 926,000 fr.

Les comptes courants des particuliers ont fléchi de 231,258,000 fr. à 306,103,000 fr. ; diminution, 15,155,000 fr.

Les bénéfices de la Banque ont progressé de 11,554,000 francs à 12,355,000 francs ; augmentation, 791,000 francs.

Le conseil de la Banque s'est enfin décidé, mardi dernier, à réduire le taux de l'escompte de 5 0/0, et de 7 à 6 0/0 l'intérêt des avances.

L'assemblée générale, à laquelle le conseil de l'escompte était à 5 0/0 à Londres et à Paris. Aujourd'hui, il n'est plus qu'à 3 0/0 à Londres, et il reste à 5 0/0 à Paris.

Les actions du Crédit foncier sont très lourdes, elles restent à 907 fr. 50 c. en liquidation, soit 27 fr. 50 c. de baisse sur le cours de clôture de la semaine dernière.

Comment pourrait-il en être autrement avec l'éventualité de la réclamation des 17 millions des bons de délégation par la ville de Paris ?

L'opinion exprimée par le ministre actuel des finances à l'ancien Corps législatif lui fait une obligation de seconder une revendication dont la légitimité a d'ailleurs été reconnue par les hommes les plus considérables de tous les partis.

On sait encore que M. Fréménil avait pris l'engagement solennel de restituer cette somme in extremum.

Mais on a eu l'imprudence d'en disposer en faveur des actionnaires, et aujourd'hui, on se demande sur quels fonds pourrait se faire ce remboursement ; ce n'est sur des bénéfices futurs ; en ce cas, les actionnaires seraient privés de tout dividende pendant un temps fort long.

Si le cours des actions est faible, celui des obligations ne l'est pas moins.

Ces valeurs ne se relèvent pas.

Il y a notamment une chose dont on s'étonne, c'est que les obligations 5 0/0 n'aient pas été rachetées par la cote officielle.

Pourquoi cette exception pour des obligations dont se sert le Crédit foncier pour tous les nouveaux prêts ?

Cela ne tiendrait-il pas aux objections faites sur le chiffre indéfini des émissions de ces titres ?

Elles sont en effet permanentes, et n'ont d'autre limite que l'importance des prêts effectués par le Crédit foncier.

C'est un grand-livre toujours ouvert. Il faut reconnaître qu'un pareil état de choses n'est pas sans inconvénients.

Le gouvernement lui-même ne jouit pas d'une pareille latitude ; tous ses emprunts sont votés publiquement et se négocient au grand jour.

Quand on songe que l'on a pu émettre, sans avertissement préalable, plus de 400 millions d'obligations communales pour commander les travaux qui ont été exécutés sans autorisation par la Ville de Paris, on reconnaît la nécessité de prendre, pour l'avenir, des garanties très sérieuses.

Nous demandons formellement, en conséquence, que les obligations 5 0/0 du Crédit foncier soient régulièrement inscrites, comme les autres, sur la cote officielle, et que leurs émissions soient soumises au moins au contrôle de la chambre syndicale des agents de change.

Les actions du Crédit mobilier sont complètement délaissées ; nous les retrouvons aux mêmes cours que samedi dernier.

Il en sera probablement ainsi tant que le public n'aura pas appris qu'il y a une entente sincère, complète, avec la Compagnie immobilière ; car, ainsi que le disait très justement M. de Germiny, ces deux Sociétés sont rivées l'une à l'autre ; les séparer complètement est chose impossible.

On a voulu le tenter, au mépris du vœu public, au mépris de l'opinion qui s'était formée des avantages que devait présenter l'union d'hommes considérables jusqu'alors divisés.

Il s'en est suivi une baisse énorme sur les titres des deux Sociétés ; c'est une véritable ruine pour de nombreux titulaires.

La perte qui résulte de la baisse des actions au Crédit mobilier depuis un ou deux mois est de plus de 20 millions.

Quel est l'arrangement dont les avantages pourrnt jamais compenser une pareille perte ?

Les administrateurs de la nouvelle Société du Crédit mobilier ont été bien mal inspirés en suivant les errements de l'ancienne administration ; ils feraient mieux de revenir sur leurs pas, tant qu'il en est temps encore, et d'aider leur principal débiteur à se relever.

au lieu de s'unir avec le Crédit foncier pour l'écraser.

Nous n'osons pas répéter, à ce sujet, un proverbe trop familier ; nous nous bornerons à dire qu'en frappant la Compagnie immobilière le Crédit mobilier se frappe lui-même.

Pour compléter ce qui est relatif à ces Compagnies, malheureusement en lutte, nous constaterons qu'il n'y a aujourd'hui qu'une voix, dans la presse indépendante, pour blâmer les agissements du Crédit foncier à l'égard de la Compagnie immobilière.

La lumière se fait un peu sur cette affaire.

On sait que le Crédit foncier, créancier privilégié, muni des garanties les plus considérables, ne courait aucun risque pour le principal de sa créance, et que, pour les intérêts en retard, par suite des événements du siège et de la Commune, il n'avait qu'à appliquer des créances s'élevant à plus de six millions qu'il aura à toucher, dans un délai assez court, pour solde d'anciennes dettes d'immobilières effectuées, sous sa pression, par la Compagnie immobilière.

Ce que voudrait faire le Crédit foncier si inopportunistement dans les circonstances actuelles est donc déjà fait.

N'y avait-il pas là les éléments d'une compensation naturelle indiquée ?

C'était évidemment, pour le Crédit foncier, le moyen le plus simple et le plus prompt de se faire rembourser.

Des explications nettes et catégoriques à cet égard sont devenues nécessaires, à raison de l'importance des intérêts engagés dans cette rétractable lutte.

Si l'en est ainsi, les choses pourraient encore s'arranger à l'amiable, et les actionnaires de la Compagnie immobilière pourraient reprendre courage.

Quoi qu'il en soit, l'affaire, qui devait se plaider mardi dernier, a été remise à quinzaine d'un commun accord, ce qui laisse aux parties le temps de se rapprocher et de chercher à s'entendre.

Nous le désirons dans l'intérêt de tout le monde, dans l'intérêt de la propriété à Paris comme à Marseille, et surtout dans celui des opérations financières que prépare le Gouvernement.

Comment, en effet, irait-on porter son argent à l'emprunt, si on pouvait avoir l'espérance de le placer plus avantageusement sur des immeubles qui seraient vendus par voie d'expropriation.

Le Comptoir d'escompte se maintient au prix de 700 fr. ; la souscription aux actions de la Banque franco-hollandaise a dépassé toutes les espérances. La Générale est délaissée.

On est généralement peu satisfait du dernier bilan publié. Les actions de la Banque des dépôts et comptes-courants sont en baisse très sensible. Cette situation ne manquera pas de donner quelques inquiétudes aux détenteurs. La Banque de Paris conserve une prime de 200 fr. ; mais cette institution, par ses nombreuses et solides relations en France et à l'étranger, est destinée à prêter son concours à des opérations financières très fructueuses dans un temps où tous les Etats du vieux monde, et même du nouveau, ont besoin de recourir au crédit. Nous verrons donc des cours meilleurs sur les actions de la Banque de Paris.

On vient de créer une nouvelle Banque qui a pris le nom de Banque Française et Italienne au capital de 30 millions. Son siège social est établi à Paris, rue de Provence, 34. Le capital est divisé en 60,000 actions de 500 fr. chacune libérées de 250 fr. Le capital est entièrement souscrit par deux groupes français et italiens. Parmi les individualités qui le composent nous trouvons la Banque Franco-Egyptienne, le duc de Galliera, MM. Fould et C<sup>ie</sup>, MM. J. Hollander et C<sup>ie</sup>, André, Guet et C<sup>ie</sup>, Max Kann, Perrier frères, la Banque générale de Rome, le Crédit Milanais. La direction a été confiée à MM. Trivulzi, E. Cavaglione, E. Pasteur.

Les actions de la Banque Française et Italienne se négocieront sur le marché officiel de la Bourse de Paris, à partir du 4 mars prochain.

Les actions de la Société Industrielle sont très fermes à 615. Il est difficile de trouver des titres sur ce marché. Le Crédit Agricole et l'Algérienne sont offerts.

On s'est maintenu sur le Crédit foncier d'Autriche au prix de 940 à 945 fr. ; la Banque ottomane vaut 610 fr.

Malgré la dépréciation qui a frappé les valeurs, malgré la faiblesse générale et la lourdeur du marché, le Mobilier espagnol a conservé des cours assez satisfaisants. Il n'est pas douteux, si les affaires venaient à reprendre, que l'action n'arrivât à 600 fr., qui est son vrai prix.

**Chemins de fer.** — Les chemins de fer ont conservé une très grande fermeté. L'Est oscille entre 490 et 485 ; le Midi est à 607 50 ; le Nord, à 910 ; le Lyon, à 873 ; l'Orléans, à 860 ; l'Ouest, à 500. Les obligations des grandes lignes se sont raffermies : elles se traitent généralement de 290 à 295 fr.

Nous apprenons que le ministre de circulation vient d'être nommé à une entreprise particulière, par le conseil général du département de Seine-et-Oise.

Pour donner suite à la concession du conseil général, il a fallu que le chemin en question fut classé comme chemin d'intérêt local, et c'est de cette nécessité que se sont inspirés les concessionnaires en établissant leur tracé de manière à ce qu'il ne quitte pas le département de Seine-et-Oise.

Il y a lieu peut-être d'être surpris de la décision du conseil général, quand on sait que les cinq grandes Compagnies de chemins de fer s'étaient offertes pour la construction et l'exploitation de ce chemin de grande ceinture. Nous attendrons, pour apprécier les causes qui ont fait donner cette concession à une Compagnie particulière, l'exposé des motifs du décret qui interviendra pour la rendre définitive.

Quoi qu'il en soit, nous espérons que les travaux commenceront prochainement et seront poursuivis avec toute l'activité que comporte une entreprise dont l'utilité n'est contestée par personne.

Les chemins étrangers n'ont pas éprouvé de grandes variations. L'Autrichien est à 885. Le non estampillé fait 965. Le Nouveau, à 888 75. Le Lombard est à 480. Le Nord-Ouest d'Autriche a faibli à 490 ; on parle de l'émission de 500 actions nouvelles. L'Est hongrois se tient à 337 50.

Il y a un peu d'amélioration sur les chemins Espagnols ; le Nord d'Espagne s'est élevé à 105 et la Saragosse à 140 50 ; le progrès constant des recettes fait espérer que les actions pourront peut-être bientôt recevoir quelque dividende. Les Obligations Nord d'Espagne à revenu variable ont atteint 131. Le Pamplune est à 82.

On trouve le Portugais à 80 et l'Obligation portugaise à 156 25. Le Romain vaut 120, l'Obligation 176 25.

**Recettes des Chemins de fer.** — Les recettes de nos Chemins de fer français continuent à se maintenir dans d'excellentes conditions.

Les résultats que nous publions aujourd'hui sont ceux de la 6<sup>e</sup> semaine de 1873.

Le Lyon ancien nous donne par continuation l'augmentation la plus considérable et la plus saillante. Elle atteint le chiffre rond de 800,000 fr. Le nouveau réseau gagne 35,000 francs environ.

L'Orléans ancien a une augmentation de 197,000 fr. ; le produit kilométrique gagne 12 1/10 ; le nouveau réseau est toujours très favorisé, il obtient une augmentation de 10,000 fr., ou 10 1/5 0/0.

L'Ouest, ancien réseau, a progressé de 179,000 fr., ou 19 3/30 0/0 ; le nouveau réseau qui, depuis quelque temps était en diminution, a cette semaine une augmentation de 47,000 fr., ou 3 4/6 0/0.

Le Nord ancien a augmenté de 137,000 fr. ; les nouvelles lignes ont un excédant de 57,000 fr., environ.

Le Midi, sans toutefois présenter des augmentations aussi considérables que les autres chemins de fer, maintient d'une façon satisfaisante le niveau de ses recettes ; l'excédant sur l'ancien réseau est de 30,000 fr., ou 4 0/7 0/0, et sur le nouveau de 13,000 fr., ou 3 1/10 0/0.

Les Chemins étrangers ont une mauvaise tenue. Les Autrichiens et les Lombards restent très faibles. L'Autrichien présente une diminution brute de 92,000 fr., soit de 5 86 0/0 sur le rendement kilométrique. La section autrichienne des Lombards a une différence en moins de 213,000 fr. ; la section de la Haute-Italie est au contraire en excédant de 219,000 fr.

Mauvaise semaine également pour les lignes espagnoles.

Le Nord d'Espagne conserve une augmentation de 33,000 fr., ou 10 5/2 0/0 ; le Madrid à Saragosse a perdu 33,000 fr., ou 5 3/2 p. 100 ; le Barcelone-Pamplune gagne seulement 4,000 fr., ou 1 0/70 0/0 ; le Séville-Xérès, 500 fr., ou 1 1/10 0/0 ; le Cordoue-Séville, 500 fr., ou 1 0/10 0/0.

Les chemins romains ont augmenté de 17,000 fr., ou 5 10 0/0.

**Valeurs diverses.** — Le Gaz est à 700 fr. Le Paquetot est très ferme à 250. Les Messageries valent 517.

Les titres du Suez ont conservé toute cette semaine une très bonne tenue. L'Assemblée générale, qui doit se réunir très prochainement, aura à délibérer sur les questions si importantes du tarif. Nous croyons savoir que les communications du conseil d'administration seront de nature à donner satisfaction aux actionnaires. La Compagnie fait annoncer que les coupons des obligations pourront être payés, que les obligations sorties aux tirages pourront être remboursées sans avoir recours au crédit, et avec les ressources qui résultent de l'exploitation de l'entreprise. Il est constant que le trafic prend un accroissement très rapide, et qui fait bien augurer de l'avenir de l'œuvre de M. de Lesseps. Les obligations ont atteint 400 fr. Les actions touchent le cours de 300 fr.

Les Petites-Voitures ont remonté à 217 50. L'Omnibus fait 632 50. Les actionnaires se réuniront prochainement pour statuer sur l'émission d'une nouvelle série d'obligations.

Les obligations des Halles et Marchés de Naples ont monté cette semaine de plus de 25 fr. Elles sont aujourd'hui demandées à 172 fr. Nous avions annoncé l'amélioration qui se produirait sur les cours de cette valeur. Nous appelons l'attention sur les actions de la Compagnie ; elles sont cotées 150 fr. Nous croyons que ces titres ne peuvent se tenir longtemps à ces prix ; nous voyons une hausse prochaine.

Les petites valeurs, le Mirès, le Naud, l'Alliance, sont sans affaires ; le public sérieux se garde de se porter sur ces valeurs.

**Cours des valeurs en banque**

6 0/0 Américain, 18 octobre 71..... 105 1/8

3 0/0 Intérieur Espagnol, 1<sup>er</sup> juillet..... 86 7/16

3 0/0 Extérieur Espagnol, 1872-73, 1<sup>er</sup> juil. .... 81 1/8

5 0/0 Pontifical 60-64, 1<sup>er</sup> octobre 71..... 66 1/2

5 0/0 — 1865, 1<sup>er</sup> octobre 71..... 65 3/8

7 0/0 Egyptien, 1<sup>er</sup> juillet 71..... 85 1/2

5 0/0 Autrichien converti, 1<sup>er</sup> juillet..... 1 60 3/4

5 0/0 Turc, 1<sup>er</sup> juillet 1871..... 50 50

Lots Turcs de 1861, 75 payés..... 81 1/8

Obligations domaniales d'Italie..... 467 50

Lots Russes 1864, 1<sup>er</sup> juillet..... 525

— 1866, 1<sup>er</sup> septembre..... 545

Lots d'Autriche 1854, 4<sup>er</sup> avril..... 525

1864, 1<sup>er</sup> avril..... 520

Credit Lux 1868, 1<sup>er</sup> juillet..... 112 50

Ville Obligat. de Florence, 1<sup>er</sup> juillet..... 218

— de Naples, 1<sup>er</sup> novembre..... 136

— de Madrid, 1<sup>er</sup> janvier..... 43 25

— de Milan 1861..... 30

— de Venise..... 8 25

— de Rome..... 17 25

— de Barcelone..... 16

</



**VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE**  
Etude de M<sup>r</sup> Victor HERVEL, avoué à Paris, rue d'Alger, n° 9.  
**VENTE** publique, le jeudi 7 mars 1872, en l'hôtel de M<sup>r</sup> Robin, notaire à Paris, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 35.  
**FONDS D'HOTEL MEUBLE**  
D'un hôtel du Brésil, exploité à Paris, rue Mercier, n° 5.  
Mise à prix : 1.500 fr.  
S'adresser pour les renseignements à M<sup>r</sup> Hovel et Fousier, avoués.  
Et à M<sup>r</sup> Gustave et Georges Robin, notaires.

**VENTES IMMOBILIÈRES A L'AMABLE**  
**TERRE A VENDRE CHATEAU**  
CHAMPS, PRES, FOIS ET VIGNES  
Pays très sain et très giboyeux, chasse à courre, vastes communs, calorifère, salle de bain, glacière, chenil, basse-cour, source inépuisable, maisons de garde et de jardinier, joli parc très bien planté, traversé par une petite rivière. Le tout en parfait état. — Contenance : 258 hectares.  
Revenu : 11,000 fr. — Contributions : 1,600 fr.  
S'adresser à M<sup>r</sup> Martin-Denantes, notaire à Paris, 1, place Baudouin.  
**A VENDRE TERRAIN** au centre de PARIS  
encoignure de grand boulevard et de place; 2 façades, situation exceptionnelle pour le commerce. Gr. facilité de payem. S'ad. à M. MANTOUIS, r. Richelieu, 92.  
Château près Orléans, magnif. parc, serre, orangerie. Cont. 115,000 fr. — 110,000 f. Liebie, r. 4-Sept., 8.

**VENTE A L'ENCHÈRE D'OBJETS D'ART ET MOBILIER**  
**COLLECTION DE M. O.**  
MARDRES, GROUPES, STATUES, etc.  
M<sup>r</sup> Charles OUDART, commissaire-priseur, rue de la Harpe, 31.  
Exposition le mercredi 6 mars.

**GALERIE DE MM. PEREIRE**  
TABLEAUX  
des  
Principaux Maîtres  
des  
ÉCOLES MODERNES  
ÉCOLES ANCIENNES  
FRANÇAISES,  
HOLLANDAISES, FLAMANDES,  
ESPAGNOLES, ITALIENNES ET ALLEMANDES,  
dont la vente aura lieu  
**26, BOULEVARD ITALIENS, 26**  
Les 6, 7, 8 et 9 mars 1872  
EXPOSITIONS  
PARTICULIÈRE  
Les 3 et 4 mars 1872  
PUBLIQUE  
Le 5 mars 1872  
De une heure à cinq heures et demie  
Commissaire-priseur :  
M<sup>r</sup> CHARLES PILLET, 10, rue de la Grange-Batelière.  
Expert :  
M<sup>r</sup> FRANCIS PETIT, 7, rue Saint-Georges,  
chez lesquels se trouve le catalogue.

**AVIS AUX ACTIONNAIRES**  
**CANAL DE SUËZ**  
BONS TRENTENAIRES  
La Compagnie du canal de Suez ne délivre plus de Bons trentenaires, l'émission de 20 millions de francs ayant été arrêtée au chiffre de 12 millions, actuellement souscrit et reconnu suffisant.  
**LES PORTEURS DE 30/100** qui veulent un bénéfice immédiat de 100 francs sur 100 francs de rente, peuvent s'adresser à la BANQUE DES RENTES ET PENSIONS, 5, place de la Bourse.  
**LA CAISSE DE PRETS SUR TITRES**  
8, rue Neuve-Saint-Augustin, 8  
avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

**AVIS AUX ACTIONNAIRES**  
**CANAL DE SUËZ**  
BONS TRENTENAIRES  
La Compagnie du canal de Suez ne délivre plus de Bons trentenaires, l'émission de 20 millions de francs ayant été arrêtée au chiffre de 12 millions, actuellement souscrit et reconnu suffisant.  
**LES PORTEURS DE 30/100** qui veulent un bénéfice immédiat de 100 francs sur 100 francs de rente, peuvent s'adresser à la BANQUE DES RENTES ET PENSIONS, 5, place de la Bourse.  
**LA CAISSE DE PRETS SUR TITRES**  
8, rue Neuve-Saint-Augustin, 8  
avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

**SOCIÉTÉ AUTRICHIENNE**  
I. R. P. DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.  
Le conseil d'administration a l'honneur de faire connaître à MM. les actionnaires, porteurs des actions anciennes, ainsi que des titres provisoires des actions nouvelles, qu'une assemblée générale extraordinaire est convoquée au siège de la Société à Vienne, Schwarzenbergstrasse, n° 17, pour le 6 avril 1872, à neuf heures du matin.  
OBJET DES DÉLIBÉRATIONS :  
1° Communications relatives :  
(a) Au traité conclu avec le gouvernement hongrois pour la concession des lignes d'Arad à Temesvar, et de Temesvar à Orsova;  
(b) Au traité conclu avec la Compagnie des chemins de fer de la Theiss, concernant la concession et l'exploitation des lignes d'Arad à Temesvar, et de Temesvar à Orsova, et le règlement du trafic sur le parcours de Pesth à Gratz;  
(c) A la concession de la ligne de Gross-Hikinda par Pancsova à la rive gauche du Danube, près de Belgrade, avec embranchement éventuel sur Semlin.  
Conformément aux pouvoirs qui ont été donnés au conseil d'administration par les assemblées générales des 3 juin 1869 et 2 juin 1870.  
2° Approbation de la concession du chemin de Weitek à Bogas;  
3° Création par voie d'emprunt des capitaux nécessaires à l'exécution des lignes indiquées ci-dessus, et aux travaux de développement de l'ancien réseau;  
4° Changements à introduire dans le texte des statuts concernant l'augmentation du capital social déjà voté, et diverses autres modifications, résultant des décisions antérieures des assemblées générales;  
5° Délai de conclusion du droit de souscription aux nouvelles actions;  
6° Renouvellement statutaire du conseil d'administration.  
Chaque nombre de 20 actions donne droit à une voix ; le même actionnaire ne peut réunir plus de 20 voix en son nom personnel ; comme fondé de pouvoirs, il peut réunir, en outre, 40 voix au plus. Nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est lui-même membre de l'assemblée générale.  
Pour le cas de représentation, les pouvoirs imprimés au dos des cartes d'admission doivent être remplis et signés par le mandant.  
MM. les actionnaires qui désirent prendre part à cette assemblée générale extraordinaire doivent déposer leurs actions anciennes ou leurs titres provisoires d'actions nouvelles, ou bien leurs certificats de dépôt, au plus tard jusqu'au 23 mars 1872 inclusivement, au bureau des titres de la Société.

**LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES**  
**LE MONITEUR DES FONDS PUBLICS**  
Hebdom. 16 pages de texte; 12 fr. par an; 5 n° gratis sur demande au directeur, N° St-Augustin.  
**HERNIES** Guérison méth. P. Simon, not. F. Sadi, 11, rue de Valenciennes, 11, au 2<sup>e</sup> étage.  
**EN VENTE**  
**LE HONDURAS**  
Son chemin de fer, son avenir industriel et commercial. Grand in-8°, imprimé par Simon-Racon, et orné d'une carte du Honduras. Prix : 2 f. 50 c.  
**ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE**  
**LAVOIR** public et BAINS à céder, donn. un rés. sultat net de 38 à 40,000 fr. 110 places doubles et 25 baignoires. Prix : 80,000 fr. (Facilités). M. LAHAYE, boulevard Sébastopol, 103.

**INDUSTRIE ET COMMERCE**  
**INDUSTRIEL** (maison et usine de l'ord<sup>e</sup> en pleine activité et prospérité), possédant un capital de 400,000 fr., désire le porteur d'un capital de 50,000 fr., désire le porteur d'un capital de 50,000 fr. Trés beaux bénéfices. (Article de première utilité). Agence de l'industrie, rue Vivienne, 17, Paris.

**C<sup>ie</sup> BEAUJOLAISE**, boulevard des Italiens, 4, place Vendôme.  
Vins de Bourgogne et Médoc, dep. 0.75 c. la bouteille.  
**BIÈRE FANTA**  
EN BOUTEILLE  
DEPOT 30, rue de la Terrasse, 17<sup>e</sup> arrondissement.  
**AVIS MARITIMES**  
**NORTH GERMAN LLOYD**  
Départs réguliers par steamers-poste  
**HAVRE AUX ANTILLES**  
Saint-Thomas. Colon. Ports du Pacifique.  
La Guayra. Savanilla. La Chine.  
Puerto-Cabello. San-Francisco. Le Japon.  
Départ le 10 de chaque mois.  
**HAVRE A NEW-YORK, BALTIMORE, NOUVELLE-ORLÉANS, LA HAVANE, SANTANDER**  
Départs chaque semaine.  
PRIX DE PASSAGE DE PARIS A :  
Saint-Thomas. 1<sup>re</sup> cl. 1,015 f. 2<sup>e</sup> cl. 640 f.  
Colon et Savanilla. 1,115 710  
Puerto-Cabello et la Guayra. 1,215 810  
San-Francisco. 1,710 1,100  
New-York. 615 380  
Baltimore. 500  
La N.-Orléans et la Havane. 675  
Santander. 115  
S'adresser pour fret et passage et tous autres renseignements :  
à M<sup>r</sup> LHERBETTE, Kane et C<sup>ie</sup>.  
AU HAVRE. Place du Commerce, 57.  
A PARIS. Rue du Quatre-Septembre, 33.

**ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE**  
**LAVOIR** public et BAINS à céder, donn. un rés. sultat net de 38 à 40,000 fr. 110 places doubles et 25 baignoires. Prix : 80,000 fr. (Facilités). M. LAHAYE, boulevard Sébastopol, 103.

**INDUSTRIE ET COMMERCE**  
**INDUSTRIEL** (maison et usine de l'ord<sup>e</sup> en pleine activité et prospérité), possédant un capital de 400,000 fr., désire le porteur d'un capital de 50,000 fr., désire le porteur d'un capital de 50,000 fr. Trés beaux bénéfices. (Article de première utilité). Agence de l'industrie, rue Vivienne, 17, Paris.

**ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE**  
**LAVOIR** public et BAINS à céder, donn. un rés. sultat net de 38 à 40,000 fr. 110 places doubles et 25 baignoires. Prix : 80,000 fr. (Facilités). M. LAHAYE, boulevard Sébastopol, 103.

**INDUSTRIE ET COMMERCE**  
**INDUSTRIEL** (maison et usine de l'ord<sup>e</sup> en pleine activité et prospérité), possédant un capital de 400,000 fr., désire le porteur d'un capital de 50,000 fr., désire le porteur d'un capital de 50,000 fr. Trés beaux bénéfices. (Article de première utilité). Agence de l'industrie, rue Vivienne, 17, Paris.

**C<sup>ie</sup> BEAUJOLAISE**, boulevard des Italiens, 4, place Vendôme.  
Vins de Bourgogne et Médoc, dep. 0.75 c. la bouteille.  
**BIÈRE FANTA**  
EN BOUTEILLE  
DEPOT 30, rue de la Terrasse, 17<sup>e</sup> arrondissement.  
**AVIS MARITIMES**  
**NORTH GERMAN LLOYD**  
Départs réguliers par steamers-poste  
**HAVRE AUX ANTILLES**  
Saint-Thomas. Colon. Ports du Pacifique.  
La Guayra. Savanilla. La Chine.  
Puerto-Cabello. San-Francisco. Le Japon.  
Départ le 10 de chaque mois.  
**HAVRE A NEW-YORK, BALTIMORE, NOUVELLE-ORLÉANS, LA HAVANE, SANTANDER**  
Départs chaque semaine.  
PRIX DE PASSAGE DE PARIS A :  
Saint-Thomas. 1<sup>re</sup> cl. 1,015 f. 2<sup>e</sup> cl. 640 f.  
Colon et Savanilla. 1,115 710  
Puerto-Cabello et la Guayra. 1,215 810  
San-Francisco. 1,710 1,100  
New-York. 615 380  
Baltimore. 500  
La N.-Orléans et la Havane. 675  
Santander. 115  
S'adresser pour fret et passage et tous autres renseignements :  
à M<sup>r</sup> LHERBETTE, Kane et C<sup>ie</sup>.  
AU HAVRE. Place du Commerce, 57.  
A PARIS. Rue du Quatre-Septembre, 33.

**ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE**  
**LAVOIR** public et BAINS à céder, donn. un rés. sultat net de 38 à 40,000 fr. 110 places doubles et 25 baignoires. Prix : 80,000 fr. (Facilités). M. LAHAYE, boulevard Sébastopol, 103.

**INDUSTRIE ET COMMERCE**  
**INDUSTRIEL** (maison et usine de l'ord<sup>e</sup> en pleine activité et prospérité), possédant un capital de 400,000 fr., désire le porteur d'un capital de 50,000 fr., désire le porteur d'un capital de 50,000 fr. Trés beaux bénéfices. (Article de première utilité). Agence de l'industrie, rue Vivienne, 17, Paris.

**ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE**  
**LAVOIR** public et BAINS à céder, donn. un rés. sultat net de 38 à 40,000 fr. 110 places doubles et 25 baignoires. Prix : 80,000 fr. (Facilités). M. LAHAYE, boulevard Sébastopol, 103.

**INDUSTRIE ET COMMERCE**  
**INDUSTRIEL** (maison et usine de l'ord<sup>e</sup> en pleine activité et prospérité), possédant un capital de 400,000 fr., désire le porteur d'un capital de 50,000 fr., désire le porteur d'un capital de 50,000 fr. Trés beaux bénéfices. (Article de première utilité). Agence de l'industrie, rue Vivienne, 17, Paris.

**SOCIÉTÉ R. RUBATTINO et C<sup>ie</sup> GÈNES**  
**LIGNE DE BOMBAY**  
Départs mensuels réguliers  
de MARSEILLE le 24  
de GÈNES le 24  
de NANTES le 27  
La traversée de Naples à Bombay s'effectue en dix-huit jours.  
ESCALES : PORT-SAID, SUEZ, ADEN  
S'ADRESSER : A GÈNES, à la direction;  
A MARSEILLE, à M. Ch. LAFORET et C<sup>ie</sup>,  
agents de la Société, rue Grignan, 6.  
A PARIS, à M. A. CHATEAUNEUF jeune,  
boulevard Montmartre, 8.

**HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE**  
Eau et  
pommades  
CHUTE des cheveux, pellicules, démangeaisons, dartres.  
**VACONIN** rue RIVOLI, 30  
ASTHME, Catarrhe, oppression, guérison par les  
Elixirs-Liquides, 3 f. Monnaie, 19, Paris.

**FRÈRES MAHON, rue RIVOLI, 30**  
Maladies de la peau et des cheveux, dartres, secrètes.

**VICES DU SANG** Maladie de la peau, des  
organes internes, cancers, épilepsie, asthme, etc.  
**ON NE PAIE** les honoraires qu'après guéri-  
son. Robbe, médecin homéo-  
pathe, r. d'Amsterdam, 12, de 3 à 5 h. (Affranchir).

**LES GOUTTES JAPONAISES** calment à  
l'instant le MAL DE DENTS le plus aigu et en empêchent  
le retour en détruisant la carie. — Pharmacie  
CATLUS, carrefour Odéon, 10, Paris, et les phar.

L'Administrateur co-Gérant,  
LOUIS GAL.  
PARIS. — IMP. SERREY ET C<sup>ie</sup>, RUE MONTMARTRE, 123

# AU PRINTemps

Rue du Havre, boulevard Haussmann, rue de Provence

MISE EN VENTE DE LA PREMIÈRE SÉRIE DES ÉTOFFES NOUVELLES EN SOIERIES, FANTAISIES, LAINAGES, INDIENNES, PERCALES, VICHY

Toiles blanches et linges damassés, Blanc de coton, Rideaux blancs brodés et brochés, Trousseaux et layettes, Cretonnes et étoffes pour ameublement

## LUNDI 4 MARS

Comme de coutume, des désignations et les prix mis sur chaque marchandise permettront d'apprécier une fois de plus les avantages incontestables que la MAISON DU PRINTEMPS ne cesse d'offrir

COMPTOIR DES SOIERIES		COMPTOIR DES NOUVEAUTÉS		COMPTOIRS DES LAINAGES UNIS		INDIENNES ET PERCALES	
Gros grain grisaille dispositions nouvelles, qualité garantie, ne tachant pas à l'eau, le mètre.....	3 90	Tamaris séduisant nouveauté de la saison (au Printemps seulement), tissu trame pure laine, à.....	55	Mohair Thibet très bonne qualité de tissu, fabrication anglaise, nuances solides.....	45	Toile de Vichy dispositions variées, largeur 50 à 51 centimètres, qualité pouvant se laver.....	35
Gros grain grisaille qualité extra, rayures mille raies et autres, ne tachant pas à l'eau, le mètre.....	4 90	Popelines grisailles et DAMIERS (de toutes grandeurs, article classique, très bonne qualité, à.....	60	Sultane printanière très beau tissu brillant, nuances nouvelles, trame poil de chèvre, à.....	95	Toile de Vichy largeur 95 centimètres, assortiment considérable, le mètre.....	85
Paille couleur toutes nuances fraîches et nouvelles, étoffe parfaite, valeur 3 à 9 fr. le mètre.....	6 50	Popeline touriste damiers et grisailles, grande variété de dessins, qualité exceptionnelle.....	95	Mohair anglais largeur 70 cent., qualité brillante et solide, valant en fabrication 2 fr., sera vendu.....	1 45	Gravat de Vichy toutes nuances à carreaux et rayures, largeur 1 mètre.....	1 45
Drap de France noir fin, très bonne qualité, pour jupons et costumes, largeur 58 à 60 centimètres, le mètre.....	4 90	Hongroise (nouveauté), qualité et prix remarquables.....	1 95	Foulard oriental magnifique tissu chaîne soie en toutes nuances nouvelles, pour costumes complets.....	2 45	Piqué d'Alsace fond blanc, grand choix de dispositions, le mètre.....	75
Drap de soie noir dépoilé, magnifique étoffe, très graine, d'un usage excellent, valeur réelle 9 à 10 fr. le mètre.....	7 90	<b>COMPTOIR DES ÉTOFFES NOIRES</b>		<b>CONFECTIONS POUR ENFANTS</b>		Percale fine pour robes et chemises, tout ce qui se fait de plus beau, grand assortiment de dessins, le mètre.....	1 15
<b>COSTUMES ET CONFECTIONS</b>		<b>GRENADINE NOIRE 0 fr. 95 c. le mètre</b>		<b>GRENADINE NOIRE CANEVAS AMÉRICAIN</b>		Tabliers anglais en toile grise, garnis de galons couleurs, de 1 à 6 ans.....	1 90
Robes de chambre étoffe chinée, joli damier, ornées d'un grand volant, corsage doublé.....	18 50	Cette grenadine canevassée représente une valeur réelle de 2 fr. 50 le mètre		A faire tout à fait exceptionnelle		Blouses montantes et manches longues en toile grise, garnitures variées, de 2 à 6 ans.....	4 90
Costumes étoffe grisaille chinée, se composant d'une jupe avec grands volants et biais, grande tunique avec postillon.....	19 50	Orléans noir bonne qualité, grande largeur.....		Brillantine anglaise noire très belle qualité et d'un très beau noir.....		Corsages percale couleur, cols matelot, de 2 à 7 ans.....	2 45
Robes de chambre mohair noir et couleur, garnies de bandes cachemire uni et couleur.....	55	Alpagas anglais noir, qualité très solide et brillante.....		Cachemire d'Écosse noir, très belle qualité, largeur 120 centimètres.....		Costume irlandais en toile, jupe plissée et veste garnie de galons toutes nuances, de 2 à 5 ans.....	12 50
Collet double en cachemire double, dentelé, et très variée garniture.....	25						

La meilleure, la plus durable, la moins coûteuse des ÉTOFFES DE SOIE NOIRE POUR ROBES, est le

# MARIE-BLANCHE

PROPRIÉTÉ ET DROIT DE VENTE EXCLUSIF DES GRANDS MAGASINS DU PRINTEMPS

ON REMBOURSE TOUTE ROBE QUI NE RÉPOND PAS A LA GARANTIE DONNÉE

Envoi franco d'échantillons dans tous les pays du monde. Envoi franco, au-dessus de 25 fr., dans toute la France, l'Alsace-Lorraine, la Suisse, la Belgique, la Hollande, Londres et l'Italie septentrionale.

## AU PRINTEMPS TOUT Y EST NOUVEAU; FRAIS ET JOLI COMME LE TITRE AU PRINTEMPS

### PROGRAMME DES SPECTACLES

DU 3 MARS 1872

**OPÉRA. — 7 h. 3/4**  
**DON JUAN**  
op. 5 a., Mozart  
Don Juan Faure  
Zerlina Obin  
Don Elvira Ducloux  
Mozart Caron  
Le commandeur Gaspard  
Elvira M<sup>lle</sup> Maubert  
Anna Hison  
Zerlina Thibault

**THÉÂTRE-FRANÇAIS. — 7 h. 0/0**  
**L'ÉTOURDI**  
c. 5 a., Molière  
Lélie Delaunay  
Anselme Talbot  
Biscarrin Coquelu  
Pardouille Chéry  
Léandre Boucher  
Trafalot Kime  
Eugénie Coquelu c.  
André Hison  
Hippolyte M<sup>lle</sup> Lloyd  
Chloé Croizette

**OPÉRA-COMIQUE. — 7 h. 0/0**  
**LA FILLE DU RÉGIMENT**  
op. c. 2 a., Saint-Georges, Bayard, mus. de Donizetti  
Ténio Caprel  
Cyprien Bernard  
Hortensie Nathan  
Un capot. Michaël  
Marie Priele  
La marquise Lévy  
La duchesse Brère  
LE POSTILLON DE LONJUMEAU  
op. c. 2 a., de Leuven, Brunschw. mus. d'Alban.  
Chapelou Libère  
Le marquis Biot  
Bijou Thierry  
Bourdon Pallanti  
Madeline M<sup>lle</sup> Ducas  
Rose Gayet

**OPÉRA-COMIQUE. — 7 h. 3/4**  
**RU-ELAS**  
dr. 5 a., en vers de Victor Hugo  
Ruy-Blas Lafontaine  
Don Saluste César de Bazar  
Don Guran Talles  
Don Camarillo De Santa-Cruz  
Covadonga Gaudin  
Un hussier E. Froyot  
Richard E. Froyot  
Marquis del Bato Cléry  
Un hussier Roger cadot  
Férelle Cléry  
Hison Cléry  
Gudiel Cléry  
De Frigo Lantier  
Comte d'Albe Lantier  
La reine Sara Bernhardt  
La duchesse d'Albe Sami  
Un d'Albe Sami  
Un d'Albe Sami  
Un d'Albe Sami

**THÉÂTRE-LYRIQUE. — 8 h. 0/0**  
**UNE FÊTE A VENISE**  
op. c. 2 a., de Nutter, Beaumont mus. de F. Ricci  
Gaston Davast  
La comtesse Aubry  
Béppo Ozerem  
Baronnet Solon  
La comtesse M<sup>lle</sup> Gaudin  
Zuccata Gaudin  
Carlo Gaudin  
Zerline Kretzer  
Lucetta Mila

**VAUDEVILLE. — 8 h. 1/2**  
**RABAGAS**  
c. 5 a., de V. Sardou  
Le prince Biondi  
Rabagas Grozier  
Carie Delacour  
Bombarde Biondi  
Petrovitch Biondi  
Camerin Victorin  
Brioch Riquier  
De Ventimille Cornalia  
André Biondi  
Vallard Lacroix  
Desfontaines Biondi  
Gaston Biondi  
De Flavarez Jordan  
Biondi Biondi  
Miss Biondi M<sup>lle</sup> Hison  
Biondi Biondi  
La princesse Biondi  
Baratand Biondi  
Biondi Biondi  
La baronne Biondi  
M<sup>lle</sup> de Flavarez Biondi  
M<sup>lle</sup> de Flavarez Biondi  
De Flavarez Biondi

**VAUDEVILLE. — 8 h. 1/2**  
**UNE VISITE DE NOCES**  
c. 1 a., de Alexandre Dumas fils  
Cyprien Lantier  
Lantier Lantier  
Lantier Lantier  
Lantier Lantier  
Lantier Lantier  
Lantier Lantier  
Lantier Lantier  
Lantier Lantier  
Lantier Lantier

**LA PRINCESSE GEORGES**  
c. 5 a., de Eugène Labiche  
De Terrence Lantier  
Cyprien Lantier  
Victor Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier

**LA COUPÉ DU DOCTEUR**  
c. 1 a., de Biondi  
San Copp Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier  
Cyprien Lantier

**CHATELAIN. — 7 h. 0/0**  
**LE JUIF ERRANT**  
dr. 5 a., 21 tabl., Ragone 800  
Dagobert Biondi  
Pierrot Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi

**CHATELAIN. — 7 h. 0/0**  
**LE ROI CAROTTE**  
op. b., 1 a., 22 tabl.  
Fridolin Biondi  
Pierrot Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi  
Biondi Biondi

**CHATELAIN. — 7 h. 0/0**  
**LE TESTAMENT DE MONSIEUR DE CRAC**  
op. b., 1 a., J. Moineux, m. Lecoq  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi

**CHATELAIN. — 7 h. 0/0**  
**M. CHOULEUR**  
RESTERA CHAZ LUI  
c. 1 a., de J. Moineux, m. Lecoq  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi  
Isidore Biondi

**CHATELAIN. — 7 h. 0/0**  
**LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE**  
op. b., 3 a., Chivot, Dura, Hervé

**CHATELAIN. — 7 h. 0/0**  
**LE MAH DE JEANNE**  
drame 3 actes, Charles Chicholle